

Eugène Varga

*Un numéro spécial de La Correspondance Internationale
publié au 2^e trimestre 1931*

Source : *La Correspondance Internationale*, n° 46, 11^e Année 27 Mai 1931, pp. 617-636.

SOMMAIRE

La situation économique mondiale au 1^{er} trimestre 1931

I. — *La théorie des crises de Marx et les problèmes de la crise actuelle ;*

- La théorie des crises de Marx.
- La loi de l'inégalité de développement.
- Capitalisme monopolisateur et crise.
- Le rôle de la paysannerie.
- Etats nationaux et impérialisme.
- La décomposition du capitalisme,
- La crise générale du capitalisme.
- La crise agraire.
- Les particularités de la crise économique actuelle.
- Crise économique et crise révolutionnaire.
- L'aggravation des antagonismes impérialistes et le danger d'intervention.
- La perspective.

II. — *Aspects généraux:*

- Le protectionnisme et l'Union douanière austro-allemande. Répartition de l'or, exportation de capital et antagonismes impérialistes.
- La phase actuelle de la crise agraire.
- Le chômage.

III. — *La situation économique des principaux pays:*

- Allemagne.
- France.
- Italie.
- Angleterre.
- Etats-Unis.

La situation économique mondiale

au 1^{er} trimestre 1931

I.

LA THÉORIE DES CRISES DE MARX

ET LES PROBLÈMES DE LA CRISE ACTUELLE

Il y a près de deux ans que les premiers symptômes de la crise économique ont été visibles, et depuis un an et demi déjà persiste la crise aiguë. C'est la crise la plus générale, la plus profonde et déjà maintenant la plus longue dans l'histoire du capitalisme.

L'économie bourgeoise qui, au fur et à mesure que le capitalisme approche de sa fin, devient de plus en plus une économie vulgaire et une apologie, est, malgré tous les instituts pour la recherche de la conjoncture nantis de budgets de millions de francs, incapable de fournir une explication de la sévérité particulière de la crise économique actuelle.

Pour nous, marxistes — et les débats de la session de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste l'ont confirmé une fois de plus — il est clair que si la crise économique actuelle est si profonde et si générale, c'est qu'elle se déroule sur le fond de la crise générale du capitalisme.

Pour clarifier la relation entre la crise générale du capitalisme et la crise économique actuelle, nous allons essayer de montrer comment les lois du mouvement interne du capitalisme doivent nécessairement, fatalement, au travers de crises qui se répètent périodiquement, conduire à l'impérialisme, à la crise générale du capitalisme, à la révolution sociale. C'est seulement sur cette large base théorique qu'il sera possible de constater clairement l'enchaînement entre la crise générale du capitalisme et les particularités de la phase actuelle de crise du cycle industriel. Il est évident que l'exposé ne peut être qu'une esquisse et qu'il exigera de nos lecteurs un certain effort, car les relations sont compliquées. Selon la méthode d'exposition de Marx, nous partirons du stade le plus élevé de l'abstraction théorique pour nous rapprocher ensuite de plus en plus, en faisant appel à des éléments concrets, de la forme historique donnée du capitalisme jusqu'à ce que nous en soyons arrivés à la forme de sa crise actuelle.

La théorie des crises de Marx

Nous partons donc de l'hypothèse d'un ordre social unifié, purement capitaliste, composé exclusivement d'ouvriers et de capitalistes. Les caractéristiques les plus importantes d'un tel ordre social sont :

1. Les moyens de production sont exclusivement la propriété des capitalistes : le prolétariat est privé de tous les moyens de production, « hors la loi ». La bourgeoisie est la classe régnante.

2. Le but de la production est la mise en valeur du capital, et non la satisfaction des besoins de la société. La mise en valeur du capital est la condition de l'exploitation du prolétariat.

3. La production est la production de marchandises pour un marché inconnu.

Il en résulte que l'ordre social capitaliste est un ordre rempli de contradictions internes. La contradiction fondamentale est celle entre la production sociale et l'appropriation individuelle. Le développement de cette contradiction est la force motrice du mode de production capitaliste ; il conduit à la marche cyclique de la production capitaliste, au développement énorme des forces de production, à la création de l'hypothèse matérielle du socialisme, ce qui constitue la « mission historique » du capitalisme, à la décomposition monopoliste du capitalisme, à sa crise générale et enfin à son effondrement, au renversement de la domination de classe de la bourgeoisie par son fossoyeur, le prolétariat révolutionnaire qui, engendré par le développement du capitalisme lui-même, se concentre en armées innombrables et se révolutionne.

Production sociale avec appropriation individuelle signifie concurrence des différents capitalistes. La concurrence impose la concentration de la production et l'accumulation du capital.

La concentration ne s'accomplit pas seulement par la voie de l'accumulation d'une partie du profit mais aussi par celle de la centralisation.

La libre concurrence conduit fatalement par la concentration et la centralisation au monopole.

Il se produit, parallèlement à la concentration, l'augmentation de la composition organique du capital : une partie constitutive relativement de plus en plus grande du capital total se compose de capital constant (bâtiments, machines, matières premières, marchandises ouvrées), une partie de plus en plus petite consiste en capital variable (salaire). Marx appelle composition organique du capital le rapport du capital constant au capital variable. Le mode de production capitaliste révolutionne continuellement la technique. Sous l'impulsion de la concurrence, des moyens et méthodes de production toujours nouveaux sont appliqués. La composition organique du capital s'élève. Le taux du profit a tendance à la baisse.

La baisse du taux du profit est un nouveau motif pour pousser le nombre des grands capitalistes qui prédominent dans chaque branche industrielle — et devenu infime par suite de la centralisation — au développement des organisations monopolistes (cartels, trusts), ce qui constitue un nouveau stade vers le capitalisme monopolisateur.

Parallèlement à la concentration il se produit une centralisation de la mainmise sur le grand capital par un petit nombre de grandes banques. Le capital industriel et le capital bancaire s'interpénètrent pour former le capital financier.

Mais le développement inéluctable du capitalisme industriel vers l'impérialisme n'est que la ligne générale. Il s'accomplit premièrement sous forme de cycles industriels, deuxièmement de façon inégale et par bonds.

La base des crises est formée par la contradiction fondamentale entre la production sociale et l'appropriation privée. L'appropriation privée, la course au profit, contraint à l'accumulation. Mais l'accumulation, c'est-à-dire l'utilisation d'une partie du produit de la valeur non pas à la consommation individuelle, mais à l'augmentation du capital signifie une surproduction continue, relative, — périodiquement latente, périodiquement ouverte. La contradiction entre le désir effréné des capitalistes d'augmenter la production et la force de consommation limitée de la société capitaliste doit fatalement amener des crises périodiques.

On sait que Marx, dans le *Capital*, a développé des formules pour la marche du mode de production capitaliste dans la reproduction simple (dans l'hypothèse qui ne se présente jamais dans la réalité que les capitalistes consomment entièrement pour leurs fins personnelles la plus-value qu'ils se sont appropriée) et dans la reproduction élargie (lorsque les capitalistes, comme il en est toujours ainsi, emploient une partie de la plus-value à l'achat de nouveaux moyens de production et de force de travail et élargissent la production).

Dans le capitalisme il y a nécessairement disproportion, l'équilibre est fatalement rompu entre la force de production et la force de consommation. Du processus de l'accumulation lui-même résulte inéluctablement une disproportion par le fait que les capitalistes utilisent toujours une partie de la plus-value appropriée à l'achat des marchandises de la section I, à l'élargissement de l'échelle de la production au lieu d'acheter des marchandises de la section II, et parce que, parallèlement à l'élévation de la productivité du travail, il se produit un abaissement de la valeur de la force de travail, une diminution relative de V, ce qui diminue la force de consommation de l'ouvrier. Il s'ensuit par conséquent toujours une surproduction relative dans la section II¹.

Par conséquent le processus de l'accumulation est identique à une surproduction relative continue.

Or cette répartition « fausse » du revenu est inévitable dans le capitalisme.

La crise signifie une unification violente momentanée de la force de production et de la force de consommation de la société qui sont entrées en contradiction aiguë pendant l'essor prévu à l'avance, unification qui se produit de la façon suivante :

- a) une partie des marchandises surproduites est détruite matériellement,
- b) la production est restreinte,
- c) le prix de la masse totale des marchandises est ramené par la baisse des prix au niveau des besoins sociaux. (Pour cela une partie des producteurs — les plus petits et les plus mal équipés — sont complètement ruinés. Chaque crise constitue une centralisation massive du capital).

L'argent devenu disponible par suite de la restriction de la production et du volume des marchandises et par suite de la chute des prix, et qui prend la forme de capital argent, est employé à la rénovation du capital fixe, au remplacement des anciennes usines par de nouvelles. Cela signifie que la production dans la section I est élargie. Ceci conduit à ce que Marx appelle la phase de « l'animation ». La capacité d'absorption du marché s'accroît parce que, premièrement, les capitalistes réalisent entre eux leurs marchandises; deuxièmement,

¹ On sait que Marx divise la production totale de la société capitaliste en deux sections principales : section I : production des moyens de production ; section II : production des moyens de consommation.

parce que l'extension de la production en I entraîne l'occupation d'un excédent d'ouvriers, l'augmentation de V, et partant, l'élévation de la force de consommation de la société. C'est dans ce sens que le capital fixe², appelé ainsi par Marx, forme « la base matérielle de la marche cyclique de la production capitaliste ».

Par une simplification naturellement grossière, nous pouvons donc donner les formules suivantes :

La crise signifie une surproduction générale des marchandises. Elle est une phase inévitable du cycle industriel dans lequel se meut fatalement le mode de production capitaliste.

La condition préalable de la crise est la, production de marchandises pour un marché inconnu, « l'absence de plan ».

La raison fondamentale de la crise est la contradiction entre la production sociale et l'appropriation privée dont un phénomène est la contradiction entre l'aspiration du capital à une extension continue de la production et la force de consommation étroitement limitée de la société capitaliste. C'est la raison directe de la crise.

L'accumulation forme la marche cyclique et provoque aussi .bien l'essor que la crise.

La base matérielle de la marche cyclique est le capital fixe.

Mais la répétition des cycles ne signifie pas la succession de faits qualitativement identiques. Le nouveau cycle n'est pas une simple répétition des précédents : chaque cycle est en même temps, dans l'histoire du capitalisme, un stade qui le pousse un peu plus vers sa disparition. Chaque crise fait disparaître un grand nombre de petits capitalistes, constitue un nouveau progrès de la centralisation ; chaque essor signifie un nouvel investissement de capital fixe, avec élévation par bonds de la composition organique du capital, ce qui fait mûrir plus rapidement les conditions d'une nouvelle crise, car la contradiction entre l'aspiration illimitée à l'extension du capital et la consommation étroitement limitée des masses — « limitée par suite de leur situation prolétarienne », dit Lénine — acquiert dans un temps plus court une telle acuité que seule une nouvelle crise peut unifier à nouveau de façon violente la production et la consommation. C'est le moment économique — et non le moment technique de l'amortissement plus rapide du capital fixe — qui fait naître la tendance au raccourcissement de la durée des cycles.

La loi de l'inégalité du développement

L'inégalité de développement est — ainsi que Lénine le souligne si souvent — une loi du capitalisme 1

« Le caractère inégal et tumultueux dans le développement des différentes entreprises, des différentes branches industrielles, des différents pays est inévitable sous le capitalisme », peut-on lire dans l'*Impérialisme...*

Pourquoi justement sous le capitalisme ?

² Par capital fixe, Marx entend la partie de la production (bâtiments, machines, outils) qui servent longtemps dans le processus de production, qui ne transfèrent pas d'un seul coup leur valeur au nouveau produit comme les matières premières, et ne le font au contraire qu'au cours d'une série de processus de production.

Le capitalisme révolutionne la production de façon continue. Dans les systèmes sociaux antérieurs où les moyens et les méthodes de production sont restés longtemps inchangés, il n'y avait pas de possibilité pour un développement par bonds.

La force motrice dans le développement inégal est la concurrence qui, d'une part, contraint tous les capitalistes à l'utilisation de la nouvelle technique, et, d'autre part, exclut de l'emploi de la nouvelle technique la majorité des capitalistes par suite du manque de capital, du secret de l'affaire, du brevet d'invention, etc., et crée ainsi la possibilité du développement inégal des différentes entreprises.

Le même succès dans la production peut être atteint par des moyens différents, les besoins humains peuvent être satisfaits de manière diverse. D'où développement inégal de branches d'industrie tout entières sur la base de nouvelles acquisitions techniques.

Des innovations techniques modifient la valeur économique des différentes matières premières ! Comme la plupart d'entre elles peuvent être trouvées ou produites dans des régions déterminées et limitées géographiquement, il en découle une base pour un développement par bonds de certaines régions, de certains pays !

L'inégalité de développement ne signifie pas seulement un retard relatif par rapport aux éléments qui se développent par bonds, l'inégalité de développement de certaines branches industrielles, de certains pays a lieu aux dépens des autres.

Dans la période de l'impérialisme, le développement inégal et par bonds apparaît avec plus de brutalité encore. L'assujettissement politique conduit en particulier au développement inégal de certains états capitalistes aux dépens des colonies et semi-colonies exploitées. (L'inégalité de développement est la base de la percée vers le secteur le plus faible du front impérialiste et fournit par suite la possibilité de l'édification socialiste dans un seul pays.)

Mouvements cycliques et inégalité de développement se croisent et s'interpénètrent. L'inégalité de développement déforme la marche cyclique de certaines branches industrielles et de certaines régions. C'est ainsi que sur la base de l'anarchie du mode de production capitaliste l'inégalité de développement fait naître des antagonismes particuliers qui acquièrent, surtout dans la période de la crise générale du capitalisme, une grande importance.

Capitalisme monopolisateur et crise

Nous avons déjà ci-dessus montré brièvement comment la libre concurrence, même dans l'hypothèse d'un « capitalisme pur », doit nécessairement conduire au monopole. Le capitalisme monopolisateur ne peut naturellement pas écarter la crise comme le prétendent ses apologistes ; il introduit de nouvelles modifications dans la marche du cycle.

Les grands monopoles qui vendent directement au dernier acheteur et qui couvrent avec leur marchandise une très grande partie des besoins du marché, constatent la régression de l'écoulement de leur marchandise plus tôt que les différents capitalistes qui, dans la période du capitalisme industriel, écoulent leurs marchandises au capital commercial, et non pas directement au consommateur. Les grands monopoles ont une certaine possibilité de restreindre la production avant que s'entassent chez eux de grands stocks invendables. (Cette possibilité n'est que limitée, car des circonstances techniques (édification unifiée de l'appareil de production) et des raisons économiques (forte élévation des frais de production

avec une utilisation amoindrie de l'appareil de production) rendent souvent impossible une limitation opportune.)

Les monopoles opposent de la résistance à la baisse des prix, ce qui rend plus difficile et plus lente l'adaptation violente de la somme des prix des marchandises au besoin social. La crise s'en trouve ralentie, et sa charge est rejetée dans des proportions plus élevées sur les épaules du prolétariat sous la forme de chômage de longue durée et sur les petits capitalistes non groupés en monopoles sous la forme de la baisse particulièrement grande de leurs marchandises. La crise de crédit, la crise bancaire et monétaire revêtent des formes moins accusées et atteignent spécialement les petits capitalistes, etc. Mais tous les moments essentiels de la marche cyclique subsistent également dans le capitalisme monopolisateur.

Le rôle de la paysannerie

Jusqu'ici nous avons décrit la marche du développement du capitalisme dans l'hypothèse irréaliste qu'il existe une société capitaliste pure, composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers. En réalité, la majorité de la population du monde bourgeois lui-même, bien que le capitalisme ait depuis longtemps dépassé l'état de maturité et qu'il ait été renversé sur le sixième du monde, se compose aujourd'hui encore de producteurs indépendants (paysans).

Le processus de développement de ces producteurs indépendants et qui pratiquent encore à un degré important l'économie naturelle en éléments de l'ordre social capitaliste — du « paysan » produisant surtout pour sa propre économie et son propre foyer en « fermier », d'une part, en ouvrier salarié, d'autre part — est un des phénomènes les plus importants dans le capitalisme concret. A tour de rôle, l'industrie paysanne familiale (textile et habillement), la fabrication des moyens de production, l'activité du bâtiment, etc., sont détachées de l'activité économique paysanne et intégrées dans la sphère de la production capitaliste. Au bout de ce développement se trouve le type du fermier américain spécialisé qui, en tant que petit capitaliste agricole, produit uniquement du blé, du coton ou des pommes pour le marché et est lui-même acheteur du pain de l'usine à pain capitaliste, de la viande de la fabrique de conserves capitaliste.

Cette transformation successive des producteurs indépendants en éléments de la société capitaliste est un processus de longue durée mais qui ne se produit qu'une fois dans le développement du capitalisme. Il signifie une extension supplémentaire du débouché capitaliste par rapport au capitalisme pur. Ce processus influence la marche cyclique de la production capitaliste par le fait que les crises sont partiellement surmontées par l'extension du débouché capitaliste sur la voie de l'évincement des produits industriels des paysans (et des artisans) par les marchandises produites de façon capitaliste.

Après leur transformation en éléments de la société capitaliste, les paysans constituent des producteurs et des consommateurs. La capacité d'absorption du marché capitaliste grandit constamment par rapport à celle qui existait avant cette transformation. Mais c'en est fini de l'extension tumultueuse de la capacité d'absorption du marché intérieur dans les pays à capitalisme très évolué, précisément parce que les fermiers sont déjà des parties constitutives de la société capitaliste I

Malgré le processus du développement des paysans en petits capitalistes ou ouvriers salariés, l'agriculture reste généralement en arrière du développement de l'industrie, précisément parce que l'agriculture est pratiquée surtout dans des petites économies dispersées, car le monopole foncier met des obstacles à l'investissement de capital, ce qui constitue un des éléments les plus importants de la disproportion dans le capitalisme.

Etats nationaux et impérialisme

Jusqu'ici nous avons supposé une société capitaliste englobant le monde entier. En réalité le monde bourgeois est divisé en Etats. Ce fait entraîne une forte modification de la marche cyclique de la production capitaliste. D'innombrables facteurs concrets : développement inégal de certaines branches de production dans les différents pays, différences dans le rythme de l'accumulation, moments politiques, etc., font que les diverses phases du cycle ne surviennent pas en même temps dans les différents pays, bien qu'il se produise constamment des répercussions réciproques sur les différentes « économies nationales » et qu'il en résulte néanmoins — en dépit de différences dans le temps — une marche cyclique unifiée pour l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale.

Mais le monde bourgeois n'est pas divisé en Etats d'égale évolution capitaliste. A côté d'Etats qui ont déjà atteint le plus haut développement du capitalisme monopolisateur, il y a des Etats qui trouvent à un stade bien inférieur, en partie précapitaliste. Cet état de choses est la base de l'exportation du capital que Lénine a indiquée comme une des particularités les plus caractéristiques de l'impérialisme. Les Etats les plus évolués possesseurs de puissants excédents de capital, mènent la lutte pour le marché extérieur au moyen l'exportation de capital en tant que moyen pour favoriser l'exportation des marchandises et s'approprier des surprofits : ils la mènent par l'asservissement de pays étrangers et par leur transformation en colonies et semi-colonies dans le but de monopoliser le débouché de marchandises et l'acquisition de matières premières.

L'exploitation des colonies, les surprofits coloniaux donnent à la bourgeoisie des pays impérialistes la possibilité de corrompre des parties de la classe ouvrière. Il se crée ainsi un contrepoids à la tendance immanente au capitalisme de la diminution des couches intéressées à l'existence du capitalisme et du système de la propriété privée (par suite de la centralisation et de la désagrégation de la paysannerie). L'aristocratie ouvrière corrompue devient une des sections les plus importantes de la domination de classe de la bourgeoisie.

Grâce à l'ouvrage fondamental de Lénine, les caractéristiques de l'impérialisme en plein développement sont généralement connues : nous nous dispenserons de les répéter. Ce qui est important dans cet enchaînement, c'est que Lénine a établi que l'impérialisme est un capitalisme moribond. Ceci veut dire que la période de la crise générale du capitalisme n'est séparée de l'impérialisme par aucune frontière rigide, par aucune muraille de Chine. De même que l'impérialisme est un capitalisme monopolisateur, de même le capitalisme reste également dans la période de sa crise générale capitalisme monopolisateur (impérialisme). Capitalisme industriel, impérialisme, capitalisme s'interpénètrent réciproquement dans la crise générale.

Dans le capitalisme monopolisateur et dans la période de la crise générale, la concurrence contraint également à l'accumulation, le processus de centralisation se poursuit; une partie de plus en plus grande de la production se concentre dans les entreprises géantes³.

C'est à un groupe de plus en plus petit de grands capitalistes⁴ qu'échoit la domination sur le capital et, partant, sur tout le peuple travailleur. Tout ceci fait que la concentration entre l'aspiration du capital à l'extension illimitée de la production et la force de consommation de la société capitaliste enserrée fatalement dans d'étroites limites, atteint de plus en plus souvent des proportions telles qu'elle ne peut être surmontée que dans une crise, et que par conséquent les crises se succèdent plus rapidement, qu'elles sont plus profondes et que la domination de classe de la bourgeoisie en est plus fortement ébranlée qu'auparavant.

Le même antagonisme fondamental entre la production sociale et l'appropriation privée dont le développement conduit fatalement, en des mouvements cycliques, du capitalisme industriel au capitalisme monopolisateur, conduit également de l'impérialisme à la crise générale du capitalisme.

La décomposition du capitalisme

C'est ici qu'il nous faut placer l'examen de la caractéristique particulière du capitalisme monopolisateur, sa décomposition. La décomposition du capitalisme est inséparable du capitalisme monopolisateur. Sa forme la plus importante est la réduction consciente de la production et du développement des forces de production.

Bien que le capitalisme, par rapport aux modes antérieurs de production, développe avec une rapidité inouïe les forces de production — c'est sa mission historique — il est en même temps un obstacle au plein développement des forces productives, tel qu'il serait possible, étant donné le stade de la technique chaque fois atteint. Comme le but de la production capitaliste n'est pas la satisfaction du besoin social, mais l'appropriation de la plus-value, on emploie une machine non point si elle épargne du temps de travail mais si cela épargne du temps de travail payé ! Et comme — calculé de façon grossière — la moitié seulement du temps de travail est du temps de travail payé, déjà le capitalisme de la libre concurrence réduit l'emploi de nouvelles machines à la moitié de ce qui serait judicieux dans une économie socialiste.

³ C'est avec intérêt qu'on consultera le tableau donné par Lénine dans *l'Impérialisme...* sur le « rôle des grandes entreprises aux Etats-Unis et que nous avons complété par les chiffres les plus récents:

Grandes entreprises industrielles avec production annuelle de plus d'un million de dollars aux Etats-Unis

	Chiffre total	En % de toutes les entreprises	Ouvriers en millions	% de tous les ouvriers	Production annuelle en millions de \$	En % [de la production industrielle]
1904	1 900	0,9	1,4	25,6	5,6	38,0
1909	3 060	1,1	2,0	30,5	9,0	43,8
1925	10 583	5,6	4,76	56,8	42,0	67,6

Le progrès de la concentration dans les seize dernières années est vraiment tumultueux. (Chiffres pour 1925 tirés du *Statistical Abstract of USA*. 1930.)

⁴ Lénine parle encore de la domination « de quelques centaines de millionnaires ». Gérard, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, qui est aux antipodes du marxisme, évalue en 1930 le nombre des « potentats » aux Etats-Unis à 46 seulement.

Le capitalisme monopolisateur met des obstacles encore plus grands au plein développement des forces productives. Les monopoles poursuivent le but de s'emparer de la part la plus grande possible du profit aux dépens des capitalistes inorganisés, des producteurs indépendants et du prolétariat. Ils y arrivent en réduisant l'offre de leurs marchandises sur le marché, ce qui leur permet de déterminer le prix de façon à obtenir de la vente le maximum de profit⁵.

Pour empêcher la surenchère sur le marché, ils restreignent leur propre production, empêchent, à l'aide du capital bancaire intégré avec eux dans le capital financier, la naissance de nouvelles entreprises indépendantes, ruinent les outsiders par la vente à perte, achètent de nouvelles inventions pour entraver leur application, etc. Ils travaillent de façon organisée à mettre des chaînes au développement des forces de production. La concurrence — qui n'écarte pas les monopoles mais qui subsiste à côté et au-dessus d'eux, ce qui provoque une série de conflits particulièrement sévères et profonds — contraint également dans la période du capitalisme financier et de la crise générale du capitalisme au développement des forces productives. La désagrégation du capitalisme ne se montre pas seulement dans le ralentissement du développement des forces de production, mais en particulier aussi dans l'utilisation moindre des forces de production déjà existantes : développement qui apparaît en pleine acuité dans la période de la crise générale du capitalisme.

L'autre côté de la décomposition est la mise en friche de grandes parties de la force productive décisive, de la force de travail humaine. Il se forme une large classe de rentiers; à cela s'ajoute l'accroissement tumultueux des forces de travail qui ne font aucun travail créateur de valeur: administration, commerce, domesticité, etc. Dans la période de la crise générale du capitalisme la décomposition du capitalisme prend avant tout la forme de la séparation des moyens de production et des ouvriers : moyens de production arrêtés de façon permanente et millions d'ouvriers en chômage permanent.

La crise générale du capitalisme

La lutte pour les débouchés sur le marché mondial, pour les sources de matières premières, pour la possibilité des investissements de capital, pour la conquête et la nouvelle répartition des colonies conduit à des guerres entre les puissances impérialistes. La guerre mondiale, où les antagonismes impérialistes enchevêtrés de façons tout à fait diverses et polarisés alors en deux blocs puissants englobant presque tous les pays du monde, arrivèrent à l'explosion, conduit de l'impérialisme à la crise générale du capitalisme, du « capitalisme moribond » au capitalisme déjà partiellement renversé.

La guerre mondiale que nous pouvons concevoir comme une crise d'une acuité particulièrement forte, a entraîné le renversement de la bourgeoisie dans un des Etats les plus puissants du monde.

L'économie capitaliste, la domination de la bourgeoisie sur le monde faisant un tout, a, de cette façon, cessé d'exister ! Deux systèmes sociaux tout à fait antagoniques, aux principes

⁵ C'est une erreur très répandue que de croire que les monopoles s'efforcent toujours d'atteindre les prix les plus élevés. Comme l'écoulement diminue généralement avec l'élévation des prix, une augmentation des prix au-delà d'une certaine limite diminuerait le profit. L'élévation du prix n'est pas un but en soi pour les monopoles, il n'est qu'un moyen pour atteindre le but qui est la part maximum du profit.

absolument inconciliables sont en face l'un de l'autre. C'est ce fait qui caractérise de la façon la plus aiguë la crise générale du capitalisme.

Le deuxième moment extrêmement important de la crise générale du capitalisme est la révolution coloniale. Son développement est accéléré par l'existence de l'Union soviétique. Elle menace dans une mesure croissante le fondement de la domination impérialiste.

L'édification socialiste en Union soviétique et la révolution coloniale accélèrent le développement révolutionnaire dans les pays capitalistes eux-mêmes. Celui-ci a atteint son degré le plus élevé sur le continent européen.

Outre la désagrégation de l'économie en deux systèmes hostiles, il s'est produit dans la partie restée capitaliste pendant la guerre et dans l'après-guerre quelques modifications par bonds dont les germes étaient partiellement apparus dès avant la guerre. Les plus importantes sont :

1) Le développement par bonds des Etats-Unis, qui sont devenus, depuis le commencement de la guerre, la première puissance impérialiste du monde.

2) Le grand déclin de l'Angleterre dont la production et le commerce extérieur n'ont pas encore atteint aujourd'hui leur niveau d'avant-guerre et qui a été évincée définitivement du rôle d' « atelier industriel du monde »⁶.

3) Le rapide développement de l'industrie dans une série de pays agricoles. Pendant la guerre, les pays industriels de l'Europe furent incapables de fournir aux pays agricoles des marchandises industrielles, de là le développement rapide d'au moins l'industrie légère dans la plupart des pays agricoles. Une fois la guerre terminée, les nouvelles industries furent protégées par des droits de douane contre la violente concurrence des anciens grands pays industriels, ce qui a divisé bien plus fortement qu'auparavant le monde capitaliste en régions qui se délimitent réciproquement les unes des autres. Dans le but de renforcer la capacité de défense nationale, d'autres industries sont développées artificiellement. Ceci signifie une entrave au développement des forces productives, car les avantages de la division du travail dans l'économie mondiale en sont diminués. Mais la capacité d'absorption du marché intérieur n'est très souvent même pas assez grande pour pouvoir absorber la production d'une seule grande entreprise moderne d'une branche, d'où une série de nouvelles « difficultés ».

4) Les charges de réparations de l'Allemagne et les dettes de guerre des pays de l'Entente européenne aux Etats-Unis constituent un nouveau moment de l'inégalité de développement, un détressement « extra économique » continu de l'Allemagne par l'Entente et de l'Europe par les Etats-Unis.

Le sévère ébranlement de l'économie capitaliste mondiale après la guerre a amené une accélération de la centralisation. L'inflation a exproprié les rentiers, les artisans et les petits commerçants de façon massive en faveur du capital industriel (Allemagne, etc.) alors que dans d'autres pays la politique de déflation a entraîné le renforcement du capital bancaire et de la couche des rentiers aux dépens du capital industriel (Angleterre, Japon). Il en est résulté des difficultés particulières qui ont entraîné la formation accélérée de monopoles aussi bien par l'absorption des entreprises plus petites par les grosses que par la fusion des grandes elles-

⁶ L'Angleterre, autrefois le premier Etat dans la production du fer et de l'acier, a été dépassée par les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et cette année aussi par l'Union soviétique.

mêmes en organisations monopolistes (cartels, trusts, concerns, etc.). Le caractère monopolisateur du capitalisme s'est accru dans des proportions plus grandes dans la période de sa crise générale. Ceci signifie — comme nous l'avons déjà expliqué plus haut — une diminution relative parallèle de la force de consommation de la société capitaliste.

Après la stabilisation, il se produisit une extension tumultueuse de l'appareil de production dans la plupart des pays capitalistes. Ce développement de la technique s'entremêla avec la rationalisation capitaliste qui fut réalisée avec une énergie particulière dans les pays les plus évolués — Etats-Unis, Allemagne.

Par l'expression rationalisation, on entend une série de mesures des entreprises capitalistes qui doivent servir à l'augmentation des profits. Par deux moyens :

a) Par l'abaissement des frais de production ;

b) Par l'appropriation de gains élevés au moyen de la formation renforcée de monopoles.

Les milliards d'abaissement des frais de production sont avant tout l'élévation de la force productive du travail par le perfectionnement technique du machinisme et l'organisation du processus du travail; la diminution du temps de travail contenu dans l'unité du produit par la standardisation, la typisation et la normalisation ; la diminution de la partie payée du temps de travail par l'intensification extrême du travail (chaîne, méthodes spéciales de calcul du salaire), par l'exploitation renforcée des ouvriers.

La rationalisation n'est donc rien de nouveau quant au principe ; elle n'est qu'un emploi particulièrement systématique, conscient, accumulé des moyens que les capitalistes emploient constamment dans leur course au profit, avec cette différence que l'élévation de la productivité du travail reste en arrière par rapport à l'exploitation de l'ouvrier avec le même salaire ou un salaire diminué. Comme la rationalisation, dans la mesure où elle se produit sous la forme de rénovation et d'extension de l'appareil de production, représente une accumulation réelle, elle agit comme chaque accumulation: tant qu'elle est en cours en favorisant la conjoncture (« conjoncture de rationalisation »), à un certain degré en déclenchant des crises ou en les aggravant⁷.

Toutes les contradictions internes du capitalisme s'aiguisent de façon extraordinaire. Dans la période de la crise générale apparaît avec le plus d'acuité la contradiction entre l'effort du capital sous la contrainte de la concurrence — et en dépit de la décomposition monopoliste — pour étendre de façon illimitée la production et la force de consommation de la société capitaliste resserrée de façon relativement de plus en plus étroite par les lois du mouvement interne du mode de production capitaliste. Alors que dans les périodes précédentes du capitalisme cette contradiction n'éclatait ouvertement que dans les crises économiques qui se reproduisaient périodiquement, elle marque dans la période de la crise générale du capitalisme la tendance à devenir fortement chronique. La capacité d'absorption du débouché capitaliste ne permet même pas dans les plans de haute conjoncture une pleine utilisation de l'appareil de production. Une grande partie de l'appareil de production reste continuellement immobile.

⁷ Ce n'est certainement pas par hasard que la profondeur de la crise économique actuelle mesurée à la régression de la production par rapport au point record, est précisément la plus grande dans les pays — Etats-Unis, Allemagne — où la rationalisation a été exécutée avec le plus d'énergie.

L'autre côté du même phénomène: la capacité d'absorption du débouché capitaliste ne suffit pas à créer pour tout le prolétariat des occasions de travail. Alors que dans les périodes antérieures du capitalisme l'armée de réserve des chômeurs était réduite au minimum dans les plans de haute conjoncture et que les capitalistes se plaignaient du manque d'ouvriers, il existe actuellement un chômage de masse chronique. Dans la crise générale du capitalisme, il se produit un nouveau licenciement des producteurs directs des moyens de production. Ce n'est pas comme propriétaires des moyens de production qu'ils sont licenciés (ce processus est depuis longtemps terminé), mais ils le sont dans ce sens qu'ils n'ont plus la possibilité de gagner leur vie en travaillant aux moyens de production qui forment la propriété des capitalistes.

Moyens de production et forces de travail non utilisés : « excédent de capital avec excédent de population » — comme dit Marx — telle est à notre avis la caractéristique économique la plus importante de la crise générale du capitalisme. Ceci ne se rapporte pas seulement à l'industrie mais aussi à l'agriculture où elle s'exprime sous la forme d'une crise agricole qui dure depuis une décade.

La crise agricole

La crise agricole forme une partie constitutive de la crise générale du capitalisme. Essentiellement, elle est la contradiction entre la production qui augmente et la force de consommation insuffisante de la société capitaliste par suite de la situation prolétarienne des masses travailleuses. Elle s'exprime dans une crise de surproduction de tous les produits agricoles qui est permanente depuis dix ans sous une forme plus ou moins aiguë. Sa cause est la pénétration rapide de nouveaux moyens de production (tracteurs, « combinés »), liée à une forte extension de la superficie emblavée, avant tout dans les régions d'outre-mer au climat favorable, et aux frais de production très bas.

Tracteurs et « combinés » ne peuvent être utilisés que dans la grande entreprise capitaliste. La grande entreprise (capitaliste) s'avère par conséquent — tout comme dans l'industrie — de beaucoup supérieure à la petite entreprise (paysanne). La crise agricole actuelle est avant tout une crise de la paysannerie et de la grande propriété foncière européenne arriérée. Les frais de production de l'économie paysanne sont — y compris la rente foncière fixée conformément aux anciens prix élevés — supérieurs aux prix de vente des produits. D'où la ruine massive de la paysannerie dans presque tous les pays du monde. Ils sont ou bien contraints de quitter le pays et de déverser leur flot dans les villes en tant que prolétaires venant grossir l'armée des millions de chômeurs chroniques, ou bien, restant attachés à leur glèbe, de devenir dans une indépendance purement formelle les salariés du capital usuraire.

Le processus continu dans le capitalisme de la différenciation de la paysannerie moyenne, dont une très petite partie se détache en tant que capitalistes agricoles et une partie beaucoup plus grande en tant que prolétaires, se résout pendant la crise dans de vastes régions par la ruine massive de la paysannerie moyenne (dans de nombreux cas également de la grande paysannerie). Économiquement c'est le même processus que la ruine de l'artisanat par la production capitaliste.

La surproduction de céréales est accrue par la tendance à la diminution de la consommation de pain de la population industrielle; par l'évincement des bêtes de trait dans l'agriculture par des machines, ce qui rend disponibles des superficies énormes qui servaient jusqu'ici à la production de fourrage; par le très grand poids (suivant les calculs américains 70 pour cent) des éléments des frais de production de l'agriculture — fermage, impôts, intérêts, amortissement du capital fixe, fourrage des animaux de trait, etc. — qui sont indépendants de la grandeur de la superficie emblavée de l'économie et qui suppriment les bénéfices en cas de restriction de la surface cultivée. Pour le paysan, il s'agit ou bien de cultiver tout le sol mis à sa disposition ou d'abandonner complètement l'économie et de devenir un salarié, un sans-travail, un indigent.

La paupérisation de la paysannerie au cours de la crise agricole a, dans quelques pays — Chine, certaines parties de l'Inde, de la Roumanie, de la Pologne — entraîné une dégradation de l'agriculture par le fait que les paysans dépouillés par les propriétaires terriens au moyen de fermages élevés, par l'Etat des classes au pouvoir au moyen d'impôts élevés, par le capital usuraire au moyen d'intérêts élevés, ne sont plus capables de maintenir même la simple reproduction. Les revenus qu'ils retirent de la réalisation de leur récolte, fortement réduits par les prix extrêmement bas du marché mondial, ne permettent pas, après les pillages de toutes sortes, de renouveler même un minimum du « capital constant » — semences, bétail, instruments aratoires. L'énorme surproduction agricole entraîne la dégradation de l'agriculture, surtout dans les contrées où l'exploitation féodale et capitaliste coopèrent au détressement de la paysannerie. Elle atteint sa forme la plus aiguë en Chine où les paysans sucés jusqu'au sang par les généraux, les maîtres de la terre et les capitalistes meurent de faim alors qu'au même moment, dans le sud-ouest des Etats-Unis, on chauffe au blé au lieu d'au charbon.

La crise agricole frappe de la façon la plus brutale les colonies qui ont été spécialisées par le capital financier dans la production de certaines matières premières (pays de monoculture). La surproduction dans ces marchandises (sucre, café, caoutchouc, coton, etc.) a revêtu depuis plusieurs années les formes les plus aiguës. Elle ne frappe pas seulement la paysannerie coloniale mais aussi le capital colonial investi dans les plantations et lui enlève ses surprofits, rétrécit la possibilité de corruption de couches plus grandes d'ouvriers dans les pays capitalistes, affaiblissant ainsi un des soutiens les plus importants de la domination de l'impérialisme.

En s'enchevêtrant avec la crise économique, la crise agricole aggrave celle-ci par la réduction de la force d'achat des paysans pour les produits industriels, et elle est à son tour aggravée par la crise, car la demande de matières premières industrielles et de produits alimentaires (chômage de masse) en est diminuée.

Les particularités de la crise économique actuelle

Nous allons maintenant décrire de façon tout à fait brève les traits particuliers de la crise actuelle en tant que conséquence de la crise générale du capitalisme et de son caractère monopoliste très développé.

a) La crise économique actuelle — en opposition avec les crises précédentes — est absolument générale ; elle embrasse toutes les branches de production et tous les pays du monde bourgeois⁸ ;

b) Par rapport au recul de la production industrielle, la crise est particulièrement profonde, elle est plus sévère que n'importe laquelle des crises précédentes⁹ ;

c) Dans une série de branches industrielles (charbon, navigation, textile), la crise n'a pas suivi un essor, mais une dépression qui dure depuis des années.

d) Un trait particulier de la crise actuelle est l'énorme chômage¹⁰. Il est une conséquence du fait que, dans la crise générale du capitalisme, il y a constamment, dans la phase de haute conjoncture également, une armée de millions de chômeurs ; du fait aussi de la tactique des monopoles, observée déjà avant la guerre, de surmonter la surproduction moins par l'abaissement des prix que par la limitation de la production, c'est-à-dire moins aux dépens du capital qu'aux dépens des ouvriers et de rejeter avant tout sur le prolétariat le fardeau de la crise ;

e) La baisse des prix très forte mais extrêmement inégale. La forte baisse des prix s'étend avant tout aux produits de l'agriculture, comme conséquence de la crise agraire aux produits des branches de production pas ou insuffisamment monopolisés ; enfin aussi à quelques marchandises monopolisées, par exemple le cuivre dont le monopole s'est avéré pour des raisons spéciales comme trop faible pour maintenir les prix dans la crise. Par contre, une partie de : monopoles, en particulier ceux dont les produits bénéficient sur le marché

⁸ Naturellement cela ne signifie pas que la crise a gagné également toutes les régions et toutes les branches de production. Comme toutes les crises précédentes et tous les phénomènes du capitalisme concret, cette crise est également sous l'influence de la loi de l'inégalité de développement.

⁹ Le tableau ci-dessous, utilisé également par le camarade Staline dans son rapport au XVI^e Congrès du P.C. de l'U.S. et complété, par des chiffres nouveaux, doit servir d'illustration. Il est établi par l'*Institut allemand pour la recherche de la conjoncture* et les chiffres index des différents pays sont ramenés uniformément à la base de 1928=100 :

	Angleterre	Allemagne	Pologne	Etats-Unis
1929	101,8	107,9	99,8	106,3
1929 (maxim. mensuel)..	109,8	112,0	103,7	114,4
1930 janvier	94,8	106,9	90,3	93,7
1930 juin	83,6	98,4	79,5	90,1
1930 septembre	78,4	87,6	84,4	82,0
1930 décembre	73,3	85,0	78,9	73,9
Recul du maximum en %	32,2	21,0	23,8	35,4

¹⁰ Le pourcentage des chômeurs parmi les ouvriers organisés ou assurés a atteint au début de 1931 ou à la fin de 1930:

Allemagne	34,0 % 18 % ouvriers [chômeurs] partiels
Angleterre	21,5 %
Danemark	24,4 %
Hollande	16,5 %
Norvège	21,4 %
Suède	22,6 %
Australie	23,4 %
Canada	13,8 %

Pour la France, l'Italie, les Etats-Unis d'Amérique il n'y a pas de chiffres analogues ; mais aux Etats-Unis d'Amérique le pourcentage des chômeurs dépasserait 25 %. L'index de l'*Annalist* du degré d'occupation a baissé entre mai 1929 et janvier 1931 de 23 %, l'index de la somme payée en salaires dans la même période de 34 %, ce qui indique diminution des salaires et travail partiel.

intérieur de droits élevés de douane protecteurs, ont été assez forts pour maintenir la chute des prix dans des limites très modérées.

f) Néanmoins la baisse moyenne des prix dans le commerce de gros est beaucoup plus forte que dans les crises précédentes¹¹.

Le fait existant dans chaque crise que les prix de détail ne suivent qu'avec du retard et dans une mesure moindre la baisse de: prix de gros, apparaît actuellement avec une acuité particulière. Face à une baisse des prix de gros de 30 à 40 %, on a une baisse des prix de détail de 2 à 8 % ;

g) L'absence d'une crise de crédit, l'excédent de capital prêteur et les taux d'intérêts bas au début de la crise. Ces phénomènes qui sont en contradiction avec le type classique de la crise sont également des conséquences de la crise générale et de la dégénérescence monopoliste du capitalisme. Les moments les plus importants paraissent être les suivants :

Déjà Marx a signalé cette tendance générale que, avec l'accroissement de la richesse de la société, la masse du capital prêteur et « le nombre des capitalistes qui se retirent des affaires » s'accroissent relativement.

Dans le capitalisme monopolisateur l'investissement direct de petits capitaux dans la production devient très difficile ; les petits capitaux sont obligés de chercher leur mise en valeur dans des proportions croissantes comme capital prêteur ou comme capital fictif (achat de valeurs-papier).

Dans la crise générale du capitalisme, avec la tendance à la contradiction aiguë et croissante entre la force de production et la force de consommation de la société capitaliste, les monopoles ont plus de difficulté à investir leurs profits gigantesques dans leur propre branche, car cela augmenterait la surenchère chronique existante. Tous ces quatre moments sont parties constitutives de la décomposition du capitalisme !

La crise de confiance s'exprime généralement par le fait que malgré un excédent formidable de capital prêteur (les banques françaises paient à leurs clients 1/2 pour cent par an) les investissements de capital à long terme sont encore toujours un minimum.

Les causes en sont :

1) Les grands monopoles, qui sont solvables, ne demandent pas de capital, car leur appareil de production était déjà avant la crise trop grand par rapport à la capacité d'absorption du marché et que le cours de la crise ne leur donne encore aucune impulsion pour une nouvelle extension et rénovation de leur appareil de production.

¹¹ L'index du commerce de gros a évolué dans quelques pays (1913=100) au cours de la crise de la façon suivante :

	Allemagne (Stat.Reichsamt)	Angleterre (<i>Economist</i>)	Etats-Unis (Bur. of Labor)
Maximum 1929	139,9	138,1	140,4
Janvier 1930	132,3	123,7	133,8
Janvier 1931	115,2	95,3	112,3
Baisse des prix	10 %	29 %	20 %

Naturellement les chiffres ne peuvent se comparer entre eux car ils englobent des marchandises différentes ; cependant le niveau des prix en Allemagne et aux Etats-Unis, par suite des droits de douane est incontestablement plus élevé qu'en Angleterre.

2) Les petites entreprises capitalistes qui volontiers feraient appel au capital ne sont pas solvables par suite de la crise et n'offrent pas de garantie suffisante pour le capital prêteur.

3) L'exportation de capital, même sous la forme d'emprunts d'Etat, est rendue difficile par la politique économique et politique extrêmement instable de la plupart des pays importateurs de capital (crise du plan Young et danger fasciste ou communiste en Allemagne, insurrections en Amérique du Sud et en Espagne, crise monétaire en Australie et dans tous les pays à monnaie d'argent).

Le rétrécissement exceptionnellement grand du commerce extérieur. C'est la conséquence du caractère général de la crise et des efforts de la bourgeoisie des différents pays pour s'assurer son marché intérieur. De là l'élévation à un rythme rapide des droits de douane, l'établissement de contingents d'importation, l'interdiction de l'importation, etc., ce qui réduit réciproquement le volume du commerce extérieur. Tout ceci a ses racines dans la crise générale du capitalisme.

Crise économique et crise révolutionnaire

L'importance politique de la crise économique mondiale consiste dans le fait qu'elle prépare la fin de la stabilisation capitaliste, que, au sein de la période de la révolution sociale, par suite de la crise économique, mûrissent dans différents pays des situations immédiatement révolutionnaires. En réalité, depuis les années qui ont suivi immédiatement la guerre la domination de la bourgeoisie n'avait pas été aussi ébranlée, l'irritation des larges masses n'avait pas acquis une aussi grande profondeur, les conditions préalables à la lutte contre la domination de la bourgeoisie ne se développaient pas aussi favorablement qu'à l'heure actuelle.

L'enchaînement général entre la crise économique et la crise révolutionnaire nous semble, par une simplification grossière, être le suivant :

a) La bourgeoisie rejette largement le fardeau de la crise sur le prolétariat sous forme d'un chômage énorme et de l'abaissement des salaires dans des proportions beaucoup plus fortes que ne baisse le coût de la vie.

b) La crise gagne fortement aussi l'aristocratie ouvrière.

c) La crise agricole met en danger l'hégémonie de la bourgeoisie sur la paysannerie laborieuse.

d) La crise entraîne les artisans dans la ruine, pèse lourdement sur les fonctionnaires et les employés qui sont congédiés en masse et dont les maigres traitements sont diminués.

e) La crise signifie un rétrécissement de la somme de la plus-value, car la forte diminution du nombre des ouvriers exploités n'est pas compensée par l'élévation du taux d'exploitation. D'où aggravation de la lutte des différentes couches des classes dominantes pour leur part du profit total : capital industriel contre capital agraire, industrie de transformation contre industrie lourde, capital industriel contre capital rentier.

Les masses populaires les plus larges sont secouées et entraînées dans la vie politique. La crise politique et par conséquent la possibilité de luttes victorieuses pour le pouvoir mûrissent rapidement dans quelques pays¹².

L'aggravation des antagonismes impérialistes et le danger d'intervention

La crise a conduit à une complication et à une aggravation des antagonismes impérialistes. La lutte pour les débouchés est décisive pendant la crise : la lutte pour les sources de matières premières passe pour l'instant à l'arrière-plan. L'exportation de capital se heurte à des obstacles puissants (crise économique, baisse de la devise dans de nombreux pays, mais surtout insécurité politique). La bourgeoisie de chaque pays s'efforce avant tout de dominer entièrement le marché intérieur : de là l'accroissement tumultueux du protectionnisme. Il apparaît la tendance à un morcellement du territoire économique capitaliste en certains Etats devenus plus forts. La bourgeoisie de chaque pays riposte aux mesures protectionnistes des autres pays par le renforcement du dumping, car aucune ne peut se passer du marché extérieur. C'est la lutte de tous contre tous.

Les antagonismes décisifs entre les grandes puissances impérialistes : Etats-Unis-Angleterre, France-Italie, France-Allemagne ; il s'y ajoute une longue série de nouveaux antagonismes entre les petits Etats qui prennent déjà la forme de guerres douanières déclarées : Allemagne-Pologne (malgré la ratification du traité de commerce), Tchécoslovaquie-Hongrie, Allemagne-Hollande, etc.¹³.

Les armements de tous les Etats bourgeois se développent à un rythme renforcé parmi les affirmations continuelles d'intentions pacifiques et à travers toute une série de conférences de désarmement. Les grandes puissances impérialistes essaient de grouper en blocs les Etats plus petits en dépit des antagonismes qui existent entre eux. Les contours d'un nouveau groupement en vue de la prochaine guerre mondiale pour un nouveau partage du monde commencent à apparaître clairement.

Cependant il existe des contre-tendances de grand poids. Aussi aigus que puissent être les antagonismes entre les Etats impérialistes, il n'en existe pas moins un front unique entre eux face à la révolution bourgeoise-démocratique dans les colonies et à la révolution prolétarienne dans leur propre pays. L'unité de front face à la révolution coloniale apparaît de façon frappante dans le déclenchement unifié des navires de guerre de tous les impérialistes contre l'armée rouge en Chine. Le front unique face à la révolution coloniale et prolétarienne apparaît de façon frappante dans la lutte économique, diplomatique et idéologique contre, l'Union soviétique, la forteresse de la révolution prolétarienne et le centre de polarisation naturel de tous les mouvements révolutionnaires anti-impérialistes.

C'est ainsi que, par dessus le renforcement des antagonismes entre les Etats bourgeois, en connexion tout à fait étroite avec le développement de la crise révolutionnaire dans quelques pays, la crise conduit à une tension extrême de la contradiction de deux systèmes : à

¹² Nous ne pouvons ici qu'esquisser les enchaînements les plus généraux. Le développement s'accomplit de façon extrêmement inégale, la transformation de la crise économique en crise révolutionnaire doit nécessairement être examinée de façon concrète dans chaque pays.

¹³ Le fait de la tentative d'une union-douanière austro-allemande — nous en parlons plus loin de façon plus détaillée — montre le caractère insupportable de ce morcellement pour l'Autriche.

une tension qui : fait du danger d'une intervention armée contre l'Union soviétique un danger aigu.

La perspective

Le développement ultérieur de la crise dépend avant tout de l'évolution de la lutte de classes. Plus la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, qui essaie de rejeter toutes les charges de la crise sur les masses travailleuses, sera résolue, tendue, générale, plus la crise durera longtemps. Une chose est sûre, c'est que l'année 1931 sera encore une année de crise pour le monde capitaliste.

Il existe pour cela les indices concrets suivants : Les stocks de marchandises surproduites n'ont encore nullement disparu du marché, autant qu'on puisse en juger par la statistique insuffisante¹⁴. Au contraire : Pour quelques matières premières ils sont plus élevés qu'au début de la crise. Le maintien des prix de détail élevés, le chômage extrêmement grand et la force de consommation réduite à un minimum par suite de la crise agricole sont les facteurs principaux qui entravent l'absorption des marchandises surproduites et, partant, le passage à la dépression.

Les commandes pour les livraisons ultérieures continuent à être anormalement minimales même pour les marchandises de la section I.

Ceci prouve en même temps qu'une impulsion vers l'amélioration partant de la section I (production de moyens de production dans le système marxiste) — ne se produit point actuellement.

Les déclarations de la presse bourgeoise dirigeante montrent également qu'on s'attend encore à une longue durée de la crise. (Voir Aspects généraux).

Cependant l'expression de Marx : « il n'y a pas de crises permanentes », garde sa valeur dans la période de la crise permanente du capitalisme. Il faut tôt ou tard que la phase de crise se termine. Si pourtant la crise révolutionnaire mûrissante dans quelques pays aggrave fortement par contrecoup la situation économique, si on en arrive dans des pays importants à des combats décisifs pour le pouvoir, cela signifierait une nouvelle durée de la phase de crise. Si, d'autre part, le pouvoir de la bourgeoisie au cours de ces luttes dans certains pays était renversé, si une nouvelle guerre éclatait entre les impérialistes ou une guerre d'intervention contre l'Union soviétique avec toutes ses lourdes conséquences pour le monde capitaliste au cours de la crise, le tableau changerait radicalement. L'apparition d'un seul de ces événements — il se produirait probablement une combinaison d'entre eux — influencerait de façon décisive la marche ultérieure de l'histoire mondiale.

Si cependant aucun de ces événements ne survient, la phase de crise évoluera vers la dépression. Cette dépression, dans les pays qui sont les plus touchés par la crise générale du capitalisme, revêtira un caractère chronique, comme il en fut ainsi avant tout en Angleterre dans toute l'après-guerre. Dans d'autres pays, avant tout aux Etats-Unis, la dépression pourrait passer à une animation et celle-ci à une bonne conjoncture. L'important, c'est que même après que la phase de crise aiguë sera surmontée, il ne se produira pas une animation gagnant tous les pays et toutes les branches de production, pas plus qu'une nouvelle

¹⁴ Voir les chiffres dans la partie II. (Aspects généraux).

stabilisation du capitalisme ou une ascension de longue durée du capitalisme, comme le prophétisait Hilferding il y a quelques années. Au contraire: La phase de dépression sera profonde et de longue durée, l'essor, dans les pays où il arrivera à se produire, sera relatif, court et petit, la nouvelle phase de crise qui suivra sera plus profonde et plus sévère que la crise actuelle.

II.

ASPECTS GÉNÉRAUX

Les espoirs qu'avaient nourris la bourgeoisie en une amélioration de la crise économique dans cette nouvelle année ne se sont pas jusqu'à maintenant exaucés. Il y a bien, comme à chaque printemps, une certaine amélioration saisonnière. L'activité dans le bâtiment, qui a commencé quoiqu'à un degré très minime, et le début des travaux des champs amènent chaque année une certaine détente sur le marché du travail et, par répercussion, un écoulement plus grand des moyens de consommation. Mais cela ne signifie encore nullement que la crise a atteint son point le plus bas et que l'on serait parvenu au passage à la dépression.

L'argument principal pour la thèse que le pire est surmonté, réside dans le fait que la baisse des prix s'est en moyenne ralentie et est parvenue à la stagnation ces dernières semaines dans les pays les plus importants : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne.

En ce qui concerne les pays de moindre importance économique, leur évolution de la conjoncture est dans une large mesure dépendante de celle des pays capitalistes décisifs. Comme la France et le groupe des pays du nord-ouest de l'Europe ne sont entrés complètement dans la phase de crise qu'il y a six mois, on peut considérer comme certain que la crise dans ces groupes de pays va encore s'approfondir au cours de l'année. Si nous tenons compte de la guerre civile en Chine et du mouvement révolutionnaire qui se propage rapidement dans l'Inde, il est clair que l'année 1931, considérée comme un tout, sera encore une année de crise, ce qui, naturellement, n'exclut pas la possibilité d'une amélioration saisonnière dans quelques pays ainsi que le passage dans certains pays de la crise à la dépression.

En faveur d'une durée ultérieure de la crise, il y a le fait que les stocks de marchandises, dans la mesure où on peut les évaluer par la statistique, ne marquent presque aucune diminution.

Le tableau suivant, dont les chiffres sont empruntés au dernier *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, montre que jusqu'à décembre 1930 inclus il ne s'est produit aucune diminution des stocks visibles en matières premières. Au contraire. Les stocks de sucre, café, charbon, coton et caoutchouc se sont accrus au cours de l'année 1930 ; les stocks de cuivre, zinc et étain ont approximativement doublé en un an.

*Le développement des stocks sur les marchés mondiaux de matières premières*¹⁵

	Novembre	Décembre	Juin	Décembre
	1928	1929	1930	1930
(En 1.000 tonnes)				
Blé.....	15.395	15.881	10.312	15873
Café.....	1.088	1.407	1.608	1.644
Charbon. ..	6.030	4-997	13988	17.419
(En millions d'hectolitres)				
Naphte. . .	586	606	601	588
Benzine	52,6	68,6	85,9	64,5
(En 1.000 tonnes)				
Cuivre ____	59,4	155,4	287,6	332,9
Zinc.....	43,0	74,6	109,8	142,3
Etain.....	25,0	28,6	43,3	43,2
Coton.....	761,0	1.837	1.350	2.245
Soie brute.	16,6	24,4	45,4	
Caoutchouc	233,0	313	390	454

Face à cet état de chose, la presse capitaliste répète toujours que les stocks des moyens de consommation (textile, chaussures, etc.) dans le commerce, en particulier dans le commerce de détail, sont réduits au minimum et que par conséquent toute animation de la consommation se traduirait immédiatement par une demande augmentée dans la sphère de la production. Or, pour l'instant, on ne peut percevoir d'où pourrait provenir l'impulsion pour l'animation de la demande de moyens de consommation. Etant donné le chômage énorme, dépassant tout ce qu'on a vu jusqu'à maintenant, et vu la force d'achat des grandes masses de la paysannerie pour la production industrielle qui est réduite au minimum et continue à diminuer chaque jour, on ne saurait compter sur une animation prochaine de la demande en moyens de consommation industriels.

En ce qui concerne la demande des moyens de production, on ne saurait compter sur une augmentation rapide étant donné le fait que de grandes parties de l'appareil de production ont été fermées complètement, et partiellement même dans la phase de haute conjoncture précédente. Le fait qu'aux Etats-Unis et en Allemagne où fut appliquée ces dernières années la rationalisation de la façon la plus grandiose mais sans donner du tout les résultats souhaités, ainsi que le montre la profondeur particulière de la crise économique actuelle dans ces pays, refrène l'attrait de nouveaux investissements de capital. La situation actuelle du marché du travail fournit aux capitalistes l'occasion de tenter de diminuer les frais de production non pas par le moyen de l'élévation de la productivité du travail en améliorant le machinisme mais par l'abaissement des salaires et l'intensification du travail. Tout ceci rend tout à fait invraisemblable une augmentation rapide de l'activité d'investissement pour l'avenir prochain.

Des chiffres concrets en font foi. Aux Etats-Unis, par exemple, face à une élévation actuelle de la productivité dans l'industrie de l'acier, on constate le fait qu'en février l'arrivée de nouvelles commandes n'a atteint que 44 % de la capacité des usines.

Le fait aussi de l'activité moindre sur le marché du bâtiment, en particulier le volume réduit des constructions industrielles, est la preuve qu'on ne prévoit pas une plus grande activité d'investissement.

Nous le voyons, ni du côté de la demande de moyens de consommation, ni du côté de la demande de moyens de production n'apparaissent pour l'instant des possibilités

¹⁵ Le tableau renferme les stocks visibles des pays producteurs et consommateurs les plus importants et, dans quelques cas, aussi les stocks flottants.

quelconques de surmonter la crise dans des délais visibles. Les affirmations répétées de la presse bourgeoise que le point le plus bas de la crise est déjà dépassé, visent en grande partie à améliorer l'état d'esprit car les cerveaux des journalistes sont hantés par la « théorie psychologique » selon laquelle la mauvaise marche des affaires proviendrait du fait que les capitalistes n'ont pas le courage de faire de nouvelles transactions commerciales.

Protectionnisme et union douanière austro-allemande

Les dernières semaines ont apporté dans le domaine de la politique économique deux événements importants. Deux événements en apparence absolument contradictoires ; d'une part, l'enterrement définitif du pacte de la paix douanière de la Société des nations ; d'autre part, la proclamation de l'union douanière austro-allemande. Le premier événement acquiert une importance plus grande du fait que c'est précisément le représentant de l'Angleterre, le pionnier traditionnel du libre-échange qui, par son intervention, a anéanti la dernière apparence d'une entente européenne.

L'histoire de l'échec de la paix douanière est tout à fait caractéristique pour le développement de la politique économique des Etats capitalistes dans la période de la crise générale du capitalisme et en particulier dans la phase de crise actuelle. Les efforts de la bourgeoisie de chaque pays pour conserver dans la plus grande mesure possible le marché intérieur pour l'écoulement de sa propre production et pour conquérir en même temps à l'aide du dumping le marché extérieur, sont la caractéristique générale du capitalisme monopolisateur.

Une seule exception, l'Angleterre, dont la bourgeoisie jouissait dans la période du capitalisme industriel d'une certaine position de monopole sur l'approvisionnement du reste du monde en produits industriels, position de monopole qu'elle avait conservée partiellement sur la base de son empire colonial formidable et de son exportation de capital largement ramifié. C'est elle qui s'en tint le plus longtemps, du moins idéologiquement, à la politique du libre-échange. Dans la pratique, le libre-échange en Angleterre était depuis longtemps déjà transgressé par des droits de douane fiscaux et protecteurs en faveur des différentes branches industrielles. Néanmoins c'était la bourgeoisie anglaise, et en particulier le représentant du gouvernement ouvrier anglais, le ministre du Commerce. Graham, qui à la Société des Nations préconisait toujours à nouveau la paix douanière. Il ne pouvait s'agir d'une diminution des droits de douane comme l'avait décidé la conférence économique mondiale de mai 1927 étant donné la lutte de plus en plus aggravée pour les débouchés.

Le résultat des efforts de Graham fut la conclusion, il y a un an à Genève, d'un accord sur la paix douanière des membres européens de la Société des Nations. Les points les plus importants de ce pacte étaient : Aucun des traités de commerce existants ne devra être dénoncé avant le 1^{er} avril 1931 ; des élévations de droits de douane ne devront avoir lieu que vingt jours après leur notification; chaque pays qui se sent lésé par de nouvelles élévations de droits de douane a le droit de demander l'ouverture de négociations amicales dans le but de retrouver son équilibre ; les pays qui ne sont pas liés par des traités de commerce au point de vue des taxes douanières — Angleterre, Danemark, Hollande, Portugal — s'engagent à ne pas élever leurs droits de douane pendant la durée du pacte et à ne pas en instituer de nouveaux. S'ils le font néanmoins, chaque pays lésé est en droit de dénoncer la convention dans le

courant d'un mois; toutes les parties s'engagent à ne procéder à aucune interdiction et restriction de l'importation, etc.

La convention devait durer un an, elle était conclue à partir du 1^{er} avril 1930 et devait être ratifiée d'ici le 1^{er} novembre 1931¹⁶.

Comme nous le voyons; le contenu de ce pacte douanier était très maigre, en particulier, puisque le droit des différents pays (à l'exception des pays appelés libre-échangistes) de relever leurs droits de douane même pendant la durée du pacte n'était pas aboli. Néanmoins, cet accord de contenu si maigre ne put voir le jour. Au 25 janvier 1931, dernier délai déjà prolongé, 11 Etats seulement avaient ratifié le pacte avec toutes les réserves possibles alors que pour sa mise en vigueur il fallait un minimum de 12 Etats. Graham insista encore en novembre 1930 à Genève pour une ratification du pacte. Mais le 17 mars la délégation anglaise refusa son adhésion à la ratification en déclarant que dans le moment actuel elle ne pouvait acquiescer sous une forme quelconque à la mise en vigueur de la convention.

L'idée de la paix douanière européenne a trouvé ainsi son échec définitif. La conférence économique mondiale de la Société des Nations a dû reconnaître « qu'elle n'était pas à même de mettre en vigueur la convention commerciale ». La question de savoir si plus tard on pourrait ou non y revenir ne fut pas abordée.

Ce qui est important ici ce n'est pas l'échec de la conférence commerciale elle-même, car celle-ci n'était plus qu'une ombre vaine par suite des réserves innombrables des Etats qui avaient ratifié, c'est le revirement dans la politique économique de l'Angleterre. La bourgeoisie anglaise est en train d'abandonner définitivement sa position spéciale d'Etat libre-échangiste qu'elle avait prise depuis un siècle, quoique déjà fortement ébranlée dans les vingt dernières années, et d'obliquer vers la politique protectionniste générale de l'imperium.

Par l'évolution de la bourgeoisie anglaise à la politique protectionniste le libre-échange est définitivement liquidé ; il ne ressuscitera jamais dans le temps qu'il reste au capitalisme à vivre.

Il faut constater pour la troisième période un essor extraordinaire du protectionnisme où les taxes douanières protectrices élevées ne sont qu'un moyen de ce protectionnisme. Parallèlement aux droits protecteurs qui, étant donné la surproduction générale dans la crise et le dumping pratiqué de plus en plus fortement, s'avèrent comme insuffisants pour la protection du marché intérieur, on voit de plus en plus apparaître au premier plan d'autres méthodes de protectionnisme, de protection du marché intérieur. Les plus importantes parmi ces méthodes du protectionnisme sont :¹⁷

Interdiction de l'importation de certaines marchandises ou contingentement de l'importation. Là où des traités s'y opposent à cause de la clause de la nation la plus favorisée, elle est tournée au moyen du groupement de tous les importateurs de certaines marchandises en syndicat (le caractère monopolisateur du capitalisme d'aujourd'hui facilite beaucoup la chose) et on conclut des contrats privés de contingentement. Ce système a été employé dans le traité franco-allemand, dans le traité germano-suédois, dans le traité germano-finlandais et dans d'autres encore.

¹⁶ *Economist* du 5 avril 1930.

¹⁷ Nous donnons ici un bon résumé du *Magasin der Wirtschaft* n^{os} du 27 février 1931 et 6 mars 1931.

Dans le domaine de l'importation agricole on restreint largement l'importation de produits agricoles au gré de l'Etat importateur au moyen de prescriptions sanitaires concernant le bétail et les produits alimentaires sous le prétexte de se défendre contre les maladies. Ce système d'interdiction d'importation sous couleur de mesures de défense sanitaire, est utilisé depuis longtemps déjà en Allemagne, il l'a été très largement ces derniers temps aux Etats- Unis et en Angleterre.

Une autre forme nouvelle de protectionnisme est l'obligation pour les producteurs indigènes d'utiliser des matières premières du pays, ce qui équivaut, en ce qui concerne la répercussion, à une interdiction des marchandises étrangères. Ce système est largement employé en Allemagne, en France et en Italie pour les produits agricoles. Dans des cas nombreux, des produits étrangers sont renchéris par des taxes plus élevées.

Signalons enfin encore les mesures sociales de caractère protectionniste. L'obligation d'indiquer l'origine étrangère de la marchandise introduite tout d'abord avant la guerre en Angleterre pour les marchandises « made in Germany », fournit la possibilité d'une lutte sociale contre les marchandises étrangères. Dans presque tous les pays du monde il s'est formé ces dernières années de grandes organisations sociales qui exercent une grande terreur sur le public des acheteurs.

Le stade le plus élevé de cette interdiction sociale de l'utilisation de marchandises étrangères est le mouvement de boycottage tel qu'il fut employé il y a quelques années en Chine contre les produits étrangers et qu'il l'est encore aujourd'hui contre les marchandises anglaises.

Nous voyons donc que, à côté des taxes douanières dont l'efficacité est rendue de plus en plus difficile grâce au dumping, de nouvelles sortes de protectionnisme passent de plus en plus au premier plan. Plus la contradiction entre la capacité de production et les barrières étroites de la force de consommation de la société capitaliste est grande, et plus grands sont les efforts de la bourgeoisie de chaque pays pour conserver pour soi le marché intérieur, et plus fort est le protectionnisme.

L'union douanière austro-allemande

On sait que le 22 mars, les gouvernements allemand et autrichien surprisent le monde en proclamant qu'ils s'étaient entendus en principe pour conclure une union douanière. La proclamation ne parle pas, il est vrai, d'union douanière ; au contraire, il est souligné que les deux pays conserveront leur complète indépendance économique, que chaque pays gardera son administration douanière spéciale et également à l'avenir ses traités de commerce. Mais elle n'a exclusivement pour but que de se conformer aux prescriptions du traité de Saint-Germain, et en particulier à l'obligation à laquelle l'Autriche s'était engagée, à savoir de conserver son indépendance, lorsqu'elle contracta en 1922 son emprunt de la Société des Nations. En réalité il s'agit d'une union douanière, prélude décisif de l'Anschluss.

L'union douanière avec l'Autriche constitue un grand pas dans la politique d'expansion impérialiste de la bourgeoisie allemande. Lorsque, dans les discours des ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et d'Autriche, on souligne que l'entente est un « accord régional », tel qu'il est prévu dans le projet d'union européenne de Briand, un pas dans la direction de la réalisation du projet de Briand, c'est, comme le *Temps* dans son n° du

30 mars le fait remarquer avec raison, « de la littérature », ou encore plus exactement, c'est se moquer des projets de Briand. Celui-ci voulait mettre sous l'hégémonie française le continent bourgeois européen. Lorsque l'Allemagne contracte maintenant une union douanière avec l'Autriche et que tous deux appellent leurs voisins à se joindre à leur accord, ce n'est point un pas dans la direction du projet de Briand, mais un pas dans la direction d'une Mitteleuropa sous l'hégémonie de l'Allemagne. Les organes de la grande bourgeoisie allemande le déclarent de manière assez ouverte.

Le caractère impérialiste de l'union douanière austro-allemande fut reconnu comme tel et utilisé par les adversaires. Ce furent des protestations ou des demandes d'explications de tous les pays de l'Entente européenne. Mais le caractère de ces protestations fut tout à fait varié. La France et ses Etats vassaux furent réellement surpris désagréablement par la démarche de l'Allemagne. La tentative de la bourgeoisie française et de ses vassaux d'empêcher par tous les moyens la réalisation de l'union douanière est tout à fait sérieuse. Toute la presse française, polonaise, tchécoslovaque est unanime contre l'union douanière.

Dans la presse polonaise on distingue parmi l'énorme majorité d'articles, pleins d'irritation, quelques allusions au fait que le déroulement de la question de l'Anschluss détournerait l'Allemagne de la question du corridor, ce qui est évidemment juste.

Ces journaux expriment incontestablement l'opinion de leur gouvernement ou de leur bourgeoisie.

Par contre il est clair déjà aujourd'hui que malgré les démarches formelles à Berlin et à Vienne, ni l'Angleterre ni l'Italie n'ont envie de faire cause commune avec la France pour interdire l'union douanière. Après qu'il eut appris la nouvelle, Henderson vint à Paris et demanda que la question soit portée devant le Conseil de la Société des Nations, mais il se déclara satisfait de la déclaration de Curtius que le gouvernement allemand ne voyait aucun empêchement à ce que la Société des Nations examinât la question de savoir si l'union douanière contrevenait juridiquement aux obligations antérieures de l'Autriche, tout en se refusant à un examen politique de la question. Les grands organes anglais sont ou bien ouvertement favorables, comme le *Manchester Guardian*, ou tiennent un langage très prudent comme le *Times*, le *Financial Times*, l'*Observer*, etc.

En ce qui concerne l'Italie, la presse réagit assez violemment dès que l'on connut l'accord. Le lendemain parut un communiqué suivant lequel le gouvernement s'occupait de la question, ce qui ramena le calme. Il est clair que malgré l'accord naval franco-italien qui n'est pas encore du tout conclu définitivement, l'antagonisme entre l'Italie et la France reste pour l'Italie la ligne générale de sa politique extérieure. C'est pourquoi il est clair que l'Italie ne pratiquera pas de politique commune avec la France pour empêcher l'Anschluss par la force.

*

* *

On peut se demander ici si l'abandon de son indépendance économique par la bourgeoisie autrichienne est conciliable avec la tendance générale de la conservation du marché intérieur par la bourgeoisie de chaque pays. La contradiction apparaît dans les faits eux-mêmes. L'Autriche, en tant que région économique avec une industrie relativement très développée mais que le traité de paix a séparée par des frontières douanières de ses anciens débouchés, n'offre pas un écoulement suffisant à sa propre industrie. La conservation du

marché intérieur pour sa propre production n'a de sens que si ce marché suffit au moins dans une certaine mesure à assurer l'écoulement. Ceci n'a pas été le cas en Autriche, et la politique de barrage des pays limitrophes contraignit la bourgeoisie autrichienne à chercher une issue à l'étroitesse de ses débouchés soit par le rattachement à l'Allemagne soit par la restauration de la Fédération danubienne.

En réalité la situation économique de l'Autriche depuis la conclusion de la paix est extrêmement difficile. La passivité de sa balance commerciale s'est élevée en moyenne dans la dernière décade à un milliard de schillings autrichiens, c'est-à-dire à environ un tiers de l'importation. Le déficit n'a pu être couvert qu'en contractant des emprunts étrangers. (Les recettes provenant de la fortune d'avant-guerre en entreprises bancaires et industrielles des Etats successeurs et de l'activité touristique en couvrent une partie.)

L'union douanière avec l'Allemagne ouvre à l'industrie autrichienne le débouché d'un peuple de 60 millions d'habitants. Nous ne voulons nullement affirmer par là que cela constituerait pour l'industrie autrichienne une solution facile de ses difficultés. Au contraire: plus d'une branche industrielle aura à souffrir beaucoup de la concurrence de l'industrie allemande, plus puissante. Pour éviter un effondrement on a prévu pour une fraction de l'industrie des taxes momentanées. Mais il n'y avait pas pour la bourgeoisie autrichienne d'autre issue que l'Anschluss à l'Allemagne où la fusion avec ses voisins de l'Est.

En ce qui concerne l'Allemagne, l'union douanière représente aussi pour la bourgeoisie allemande — même abstraction faite des possibilités impérialistes de pénétration vers l'Est — un élargissement désirable du marché intérieur. Le commerce extérieur de l'Autriche occupait dans ces dernières années la 24^e place sur les 82 Etats du monde, et, en ce qui concerne les valeurs de son commerce extérieur, elle se place avant de grands Etats comme la Pologne, le Mexique, la Norvège, la Roumanie, la Yougoslavie, etc.¹⁸ :

En particulier l'agriculture allemande tirera profit de l'union douanière. L'Autriche importe annuellement environ 100 000 tonnes de seigle, 220 000 tonnes de blé, 150 000 tonnes de farine, 100 000 tonnes d'avoine, environ 100 000 tonnes de sucre. Il est clair que les droits douaniers protecteurs agricoles de l'Allemagne auront, grâce à l'union douanière, une efficacité plus grande qu'auparavant. En particulier l'écoulement de seigle est pour l'agriculture de l'est de l'Elbe et l'écoulement de sucre pour l'industrie sucrière allemande qui manque de débouchés, d'une importance particulière. Ceux qui seront lésés par l'union douanière seront avant tout les Etats agricoles de l'Est européen: la Pologne qui livrait surtout des porcs à l'Autriche, la Hongrie, et en particulier, en ce qui concerne le sucre, la Tchécoslovaquie. Ces trois pays fournissent environ 35 % de l'importation de l'Autriche, 20 % de celle de l'Allemagne. Ce sont les pays limitrophes qui seront le plus lésés par l'union douanière.

La quote-part de l'Allemagne à l'importation et à l'exportation de l'Autriche s'était rapidement accrue ces dernières années (importation allemande de 16 à 21 % entre 1926 et 1929, exportation en Allemagne de 12 à 16 % dans le même temps). C'est la preuve que le développement se faisait dans le sens d'une forte fusion des deux territoires économiques, développement puissant qui trouve maintenant dans l'union douanière sa conclusion organique.

¹⁸ *Annuaire statistique international*, 1929, p. 149.

L'union douanière austro-allemande ne signifie nullement un affaiblissement de la tendance au protectionnisme. Au contraire : il est clair dès aujourd'hui que lors de l'unification du tarif douanier on conserverait pour le tarif douanier commun les taux rifs plus élevés existant actuellement pour la même marchandise dans l'un ou l'autre des pays. La muraille douanière autour de la nouvelle union douanière serait en moyenne plus élevée qu'elle ne l'était dans les deux pays avant leur réunion.

Répartition de l'or, exportation de capital et antagonismes impérialistes

Au début de cette année, les grands pays capitalistes possédaient comme

Stocks d'or

(en millions de dollars en chiffres ronds)

Etats-Unis	4.200
France	2.000
Angleterre	780
Allemagne	520
Italie	280
Argentine	430
Japon	420

Il est clair qu'une telle répartition ne correspond nullement à l'importance économique des pays énumérés. C'est en ce qui concerne la France que l'inégalité est la plus grande ; avec une population de 40 millions d'habitants elle a des stocks d'or presque trois fois plus élevés que ceux de l'Angleterre dont l'économie est plus développée, presque quatre fois plus grands que les stocks de l'Allemagne dont la population et la production sont beaucoup plus grandes que celles de la France. La quote-part importante des Etats-Unis correspond à peu près à leur poids économique dans l'économie capitaliste mondiale. De cette répartition inégale de l'or résultent pour le capitalisme des difficultés particulières aussi bien dans le domaine économique que sur le terrain politique. Car l'or est un des métaux les plus importants pour les armements !

L'afflux de l'or vers les Etats-Unis et vers la France persista pendant l'année de crise 1930 et ne s'arrêta point même dans les premiers mois de 1931 malgré les négociations presque ininterrompues des directeurs de banques d'émission et les représentants de la trésorerie d'Etat de l'Angleterre et de la France. Le nouvel afflux de l'or aux Etats-Unis s'éleva en 1930 à 280 millions de dollars, en janvier 1930 à 30 millions de dollars.

Les Stocks de la Banque de France ont atteint (en millions de dollars)

3 janvier 1930	2 janvier 1931	20 mars 1931
1 650	2 090	2 174

Dans les onze premières semaines de l'année courante la Banque de France a accumulé à nouveau 2,3 milliards de francs, soit 84 millions de dollars d'or.

Les nombreuses tentatives pour déterminer le capital français a des investissements « apolitiques » à l'étranger ont échoué jusqu'à maintenant. La bourgeoisie française traite de

façon politique l'exportation de capital et se refuse poliment mais résolument à toute proposition de dépolitiser son exportation d'or et de capital.

De là l'échec de tous les projets d'une organisation « internationale » de l'exportation de capital français, avant tout du plan proposé par le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, au conseil d'administration de la Banque des réparations, qui envisageait la création d'un grand institut bancaire international plaçant des obligations sur le marché français et utilisant le capital ainsi acquis à un « financement de grand style de l'économie mondiale ». Cela aurait constitué une « dépolitisation » de l'exportation de capital français à laquelle ne souscrivirent point les Français. Voilà pourquoi l'activité de la Banque des réparations et de la Société des Nations se borne dans ce domaine à des facilités formelles dans le mouvement de l'or¹⁹. Mais la possession de stocks d'or gigantesques constitue pour la bourgeoisie française une pression extrapolitique puissante²⁰. Dans un article du journal *l'Ordre*, apparenté aux intérêts de l'acier français, cela s'exprime en toute clarté.

Mais les actes du capital français parlent un langage encore plus clair. L'emprunt de 1,3 milliard de francs de la Roumanie et les emprunts de la même importance projetés par la Yougoslavie et la Pologne revêtent un caractère résolument politique: il s'agit, d'une part, de lier plus fortement par la finance les vassaux de l'Est, d'autre part, d'armer ces Etats pour la guerre contre l'Union soviétique. Une conséquence de l'essence même du capitalisme est que le capital français, utilisant la détresse de ses Etats vassaux, a posé des conditions usuraires à l'octroi de ces emprunts.

Le moment politique joue également un grand rôle dans la politique d'exportation de capital des Etats-Unis.

La baisse des devises est arrêtée dans quelques pays et a fait place à un mouvement ascensionnel. Il en est ainsi en particulier en Argentine dont la devise, après que le nouveau gouvernement eût mis en mouvement ses stocks d'or, a monté rapidement dans les deux derniers mois! La monnaie espagnole a été stabilisée à l'aide d'un emprunt international de 60 milliards, en majorité américain.

La chute du prix de l'argent est enrayée également pour l'instant, mais les raisons qui ont amené la baisse antérieure de l'argent n'ont pas cessé d'agir.

Les monnaies brésilienne et australienne ont continué de se dévaloriser malgré le grand emprunt accordé au Brésil. Ce qui se passe en Australie est d'un grand intérêt politique. Le gouvernement travailliste de la Confédération pratique une inflation authentique en voulant mettre en circulation 18 millions de livres sterling de nouveaux billets de banque, 6 millions pour venir en aide aux fermiers, 12 millions pour fournir du travail aux chômeurs. Une partie de la bourgeoisie s'y oppose violemment. D'autre part, le président du ministère travailliste « de gauche » de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud se refuse au paiement des intérêts des dettes d'Etat étrangères. De là grand émoi en Angleterre bien que la Confédération donne sa garantie en faveur des obligations des différents Etats. Bref, dans

¹⁹ Les banques d'émission d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Allemagne et de Belgique ont décidé d'accepter réciproquement des lingots d'or d'une teneur variant entre 900 et 1 000 ‰, de constituer des dépôts d'or auprès de la Banque des réparations sous la forme de montants d'or dans les banques centrales qui sont propriété réservée « earmarked » de la Banque des réparations et de virer des comptes dans les livres de la Banque des réparations au lieu d'échanger des lingots d'or.

²⁰ Les négociations entre les représentants des trésoreries d'Etat anglaise et française se terminèrent — comme il ressort du communiqué officiel paru dans le *Times* du 25 février 1931 — malgré beaucoup de belles phrases, sans le moindre succès tangible pour les Anglais.

l'ancien Etat modèle d'union sacrée tout va sens dessus dessous, et la lutte de classes revêt des formes de plus en plus aiguës. Une crise de l'Etat s'y développe.

La phase actuelle de la crise agricole

Dans les pays décisifs de l'hémisphère septentrional l'ensemencement printanier est en plein développement. C'est le moment de rechercher dans quelles conditions économiques la masse prépondérante de la paysannerie du monde entier s'attelle à cette besogne.

Il est incontestable que les circonstances sont bien plus défavorables pour la paysannerie des pays exportateurs qu'il y a un an. Si l'on compare les prix des produits essentiels de l'agriculture à l'heure actuelle et il y a un an sur le marché de Londres, nous voyons le tableau suivant :

Prix des produits agricoles

(pour le coton et le thé en d. pour autres marchandises en sh et en d)

	1 ^{er} avril 1931	3 avril 1930
Blé, Manitoba n° 2 quarter	23 4 1/2	41 4 1/2
Maïs La Plata quarter	15/9	26/0
Coton middle lb.: :	5,83 d	8,80 d
Sucre 96 % pol. cwt	6/6	7/6
Café, Santos cwt	39/0	65/0
Thé, lb	5 3/4	9

Ces chiffres, auxquels on pourrait ajouter encore une grande série d'autres produits agricoles, montrent l'importance de la baisse des prix au cours de l'année dernière.

Il en est autrement des prix dans les pays importateurs avec les droits protecteurs agricoles. Dans ces pays (Allemagne, France, Italie) on a réussi, par un protectionnisme porté au plus haut point, à maintenir les prix des céréales approximativement au niveau de l'année précédente.

L'évolution des prix des produits les plus importants sur le marché mondial prouve que toutes les tentatives des pays exportateurs de maintenir les prix par des organisations étatiques ou soutenues par l'Etat, ont fait banqueroute. Ceci se rapporte avant tout à l'activité du Farm Board aux Etats-Unis. La banqueroute fut résumée fin mars dans la déclaration suivante :

« Le Farm Board n'autorisera pas la Grain Stabilisation Corporation (l'organisme de vente du Board) à procéder à des achats pour protéger les prix du blé de la récolte 1931. »

Ceci signifie la fin du maintien artificiel des prix du blé aux Etats-Unis. Qu'est-ce qui a déterminé la bourgeoisie aux Etats-Unis à ce changement de sa politique?

Pourquoi donc ce changement radical ?

Il est possible que tout cela ne soit qu'une manœuvre ! Après que toute l'agitation du président Legge²¹ — qui s'est retiré depuis — en faveur d'une limitation volontaire de la superficie emblavée en céréales est restée vaine, on annonce avant les ensemencements de printemps la fin de l'action de soutien afin de détourner les fermiers de la culture céréalière. Il est très possible qu'avant les élections on entreprenne une nouvelle action de soutien pour calmer momentanément les fermiers mécontents en rébellion.

Cependant, l'action de soutien du Farm Board a réellement fait fiasco. Certes, le Board a réussi à stabiliser le prix du blé de la récolte 1930 au niveau de 80 cents environ par bushel départ de Chicago, c'est-à-dire à maintenir le prix d'environ 20 cents par bushel, soit 35 % au-dessus du prix du marché mondial représenté par la cote du blé à Winnipeg. (Soit dit en passant : même au prix de 80 cents par bushel, le blé départ de Chicago est au-dessous du prix de revient pour un très grand nombre, peut-être pour la majorité des fermiers des Etats-Unis, en particulier pour les métayers et les fermiers endettés.)

Mais ce succès fut acquis au prix de grands sacrifices. Dans les mains du Farm Board se trouveront, le 1^{er} juillet 1931, environ 275 millions de bushel de blé dont le prix d'achat moyen s'élève à 92 cents (plus par mois 1 1/2 cent par bushel de frais d'entrepôt) alors que le prix actuel du marché mondial est inférieur de 31 cents. La perte s'élève à 85 millions de dollars ; si le Farm Board jetait toute cette masse sur le marché, le prix du marché mondial continuerait encore à baisser. Le Farm Board a déjà investi 400 millions de dollars en blé et en coton; d'ici le 1^{er} juillet, il aura consigné également les 100 millions de dollars votés par le Sénat qui restent encore.

Que va-t-il advenir de ce stock de blé ? Le jeter sur le marché mondial signifierait amener une nouvelle baisse formidable de prix ! Dans le pays, il n'existe pas de demande ; les stocks chez les fermiers — malgré la grande utilisation comme fourrage et dans quelques régions comme combustible — sont de 100 millions de bushel. Le sénateur Borah propose : « Ou les détruire, ou les donner à la Chine. »

Nous voyons que l'issue de la bourgeoisie des Etats-Unis est très malaisée. La bourgeoisie peut se payer une fois le luxe d'offrir gratuitement 12 milliards de francs du budget aux fermiers. Mais c'est impossible en tant que politique permanente, d'autant plus que le déficit du budget d'Etat cette année, sur la base des rentrées d'impôts jusqu'à maintenant, s'élèvera au moins à 800 millions de dollars ! La continuation de la politique de soutien face aux lois impératives de la concurrence sur le marché mondial dépasse à la longue les forces mêmes de la bourgeoisie la plus riche du monde ! Il ne reste pas d'autre ressource que d'abandonner à leur destin, à la ruine, les fermiers travailleurs. Il en est de même au Canada.

La bourgeoisie peut donner aux fermiers des Etats-Unis ce seul conseil: retour à l'économie naturelle! Au lieu de marchandises pour le marché qu'ils produisent pour leur propre foyer afin qu'on évite au moins la famine.

La ruine en masse des fermiers et des paysans ne sera pas enrayée par des bons conseils de ce genre, d'autant plus que la crise gagne maintenant aussi le domaine de

²¹ Il a échangé à nouveau sa place de président et le traitement « modeste » de 12 000 dollars par an contre son ancienne place auprès de la International Harvester Comp. qui lui rapporte par an 100 000 dollars, comme l'annonce la presse des Etats-Unis.

l'élevage en conséquence naturelle des prix extrêmement bas de l'orge, de l'avoine, du maïs qui incitent à développer cette branche agricole.

Les prix du marché mondial pour les produits d'élevage ont fortement baissé cette année. On a noté à Londres²² :

	Viande congelée d'Argentine	Bacon du Danemark	Beurre du Danemark	Mouton américain
3 avril 1930	4/4 – 4/8	107—112	146	98 – 102
1 ^{er} avril 1931	3/10 – 4/4	62 – 70	127	74 – 85

Les produits de l'élevage dans les pays exportateurs d'Europe ont encore plus baissé.

« Au cours de 1930, les prix intérieurs en Pologne pour les porcs baissèrent de 2,40 zloty pour 1 kilo en janvier à 1,35-1,60 fin décembre d'après les cours de Varsovie. Dans la province, les producteurs ne sont même payés que 0,80 zloty par kilo de poids vif »²³.

Il en est de même partout. Le passage de la culture céréalière à l'élevage ne fournit aucune solution pour la grande masse des paysans travailleurs.

Le cours des nombreuses conférences agricoles qui constituent essentiellement des armements de guerre masqués contre l'Union soviétique montre également la situation sans issue.

A la dernière et la plus grande d'entre elles, à laquelle on convoqua également l'Union soviétique, il s'avéra tout à fait clairement qu'on ne saurait jeter un pont sur les antagonismes d'intérêts. Mussolini qui ouvrit la conférence se prononça contre la limitation de la culture du blé en Italie « car l'encombrement du marché n'est pas la conséquence de la trop grande production, mais de la consommation insuffisante » (!). Les représentants des pays exportateurs capitalistes réclamèrent le boycottage des produits de l'Union soviétique sur le marché mondial. Les pays exportateurs européens réclamèrent des droits préférentiels spéciaux contre la concurrence d'outre-mer dans les pays de l'Europe occidentale, auxquels ces derniers ne veulent pas consentir et contre lesquels les représentants des pays d'outre-mer protestent.

On ne trouvait pas plus de ligne unique — en dehors de celle face à l'Union soviétique — que dans les conférences précédentes ! Mais le poids de l'U.S. sur le marché mondial est déjà si grand qu'elle fut également invitée à participer à la conférence ultérieure réunissant à Londres spécialement les pays exportateurs de céréales.

La crise agricole ne peut plus être résolue pour la grande masse des paysans travailleurs au sein du système capitaliste. Le grand capital pénètre de plus en plus profondément dans l'agriculture. La composition organique du capital s'élève. Le capital nécessaire pour créer une entreprise capable de soutenir la concurrence devient aussi dans l'agriculture de plus en plus considérable. La concurrence pousse à l'emploi de nouvelles machines, ce qui jette de nouveau hors de la production des forces de travail tout comme dans l'industrie.

²² *Statist* du 4 avril 1931.

²³ *Wirtschaftsdienst* du 19 février 1931.

Le chômage

Les faits et chiffres du chômage ont été discutés si explicitement ces derniers temps dans la presse que nous allons indiquer seulement quelques nouveaux faits importants :

a) D'ordinaire le chômage diminue déjà fortement en mars. Cette année, en Allemagne — et vraisemblablement aussi dans quelques autres pays pour lesquels nous n'avons pas de chiffres — il s'est produit, en mars, une augmentation du chômage par rapport à février. L'influence de la crise l'a emporté sur la détente saisonnière.

b) Aux Etats-Unis, les autorités, sous la pression des faits manifestes, se sont vu contraints de donner un sérieux coup de pouce à leurs évaluations du nombre des chômeurs. Suivant la déclaration officielle du secrétaire de l'Office commercial, il y avait, aux Etats-Unis, en janvier 1931, 6 050 000 chômeurs, « des gens, capables de travailler, sans travail et cherchant du travail », telle était la définition officielle.

En outre, il y avait officiellement 250 000 à 300 000 personnes qui avaient bien une « place » mais étaient mis en congé momentanément sans paiement.

Or, ce nombre de 6 300 000 chômeurs est manifestement beaucoup trop petit ! On l'a calculé d'après l'estimation du nombre des chômeurs, en janvier 1931, dans dix-neuf villes. Ce calcul donna une augmentation du nombre des chômeurs de 149 % par rapport au calcul d'avril 1930. Ce pourcentage d'augmentation fut appliqué au chiffre total des chômeurs en avril 1930 et c'est de cette façon qu'on trouva le chiffre de 6 300 000 chômeurs. Comme les chiffres de 1930, ainsi que nous l'avons expliqué autrefois dans notre rapport, avaient été réduits le plus possible, les résultats de dix-neuf villes rapportés sur tout le pays ont multiplié l'erreur initiale.

Les chiffres index du degré d'occupation dans l'industrie de fabrique calculés par *l'Annalist*, permettent un certain contrôle. Celui-ci atteint ($1923/25=100$): 1931, janvier: 76,4, c'est-à-dire 23,6 % de chômeurs par rapport au chiffre des occupés dans les années 1923 à 25. Si nous évaluons le chiffre moyen des chômeurs dans les années 1923 à 25 très bas à 5 %, nous obtenons un nombre de 28,6 % de chômeurs. Si nous appliquons ce chiffre à la totalité des salariés et appointés aux Etats-Unis — en 1928, 32 millions dans l'agriculture — il est clair que le chiffre total des chômeurs doit être considérablement plus grand que 6 300 000.

Une comparaison avec l'Allemagne nous amène également au même résultat. En Allemagne, dont la population est d'environ la moitié de celle des Etats-Unis, où le chômage organique est moins développé et où la production industrielle au cours de la crise a régressé dans la même mesure qu'aux Etats-Unis, il y a 5 millions de chômeurs officiellement enregistrés ; il est donc tout à fait impossible qu'il n'y ait que 6 300 000 chômeurs aux Etats-Unis, si nous tenons compte de l'exode rural aggravé par la crise agricole.

Le véritable chiffre des chômeurs aux Etats-Unis devrait être par conséquent d'environ 10 millions.

Le *Daily Worker* du 24 janvier 1931 nous apprend que le président du *Emergency Unemployment Relief Committee*, le colonel Wood, a fait un rapport selon lequel il y a plus de 9 millions de chômeurs aux Etats-Unis. Lorsque Hoover entendit parler de l'existence de ce rapport, il donna l'ordre strict de ne le publier sous aucun prétexte.

Cette énorme armée de chômeurs en est réduite à des économies individuelles minimales et à la bienfaisance citadine. Mais comme les finances de beaucoup de villes sont délabrées par suite de la mauvaise rentrée des impôts dans la crise, on épargne également le plus possible sur ces secours. Un grand nombre des chômeurs dans les riches Etats-Unis sont littéralement en proie à la famine.

a) Il s'avère que le chômage en France est beaucoup plus grand qu'on ne l'imaginait généralement. Seulement il est rejeté pour une partie considérable sur les pays d'où affluent ordinairement les forces de travail vers la France. Selon les rapports les plus récents, le nombre des forces de travail étrangères a baissé au cours de l'année 1930 de 3.300.000 à 1.300.000.

b) Dans une série d'Etats, l'immigration d'ouvriers a été récemment interdite, comme au Canada (« jusqu'à ce que tous les habitants du pays aient retrouvé du travail » ; c'est-à-dire en fait jusqu'à la fin du capitalisme), en Australie, en Argentine. La bourgeoisie est contrainte de limiter de plus en plus non seulement le libre trafic des marchandises, mais aussi l'exode international libre des ouvriers.

III. LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS

ALLEMAGNE

C'est au mois de février que la crise a atteint jusqu'ici son point le plus bas.

Le mois de mars n'a pas apporté l'amélioration espérée et prédite de nombreux côtés. C'est un fait, en particulier pour les industries de moyens de production.

Dans quelques industries de moyens de consommation, il est survenu, dans la deuxième moitié de mars, une certaine animation saisonnière.

Il est évident qu'il ne serait pas marxiste de vouloir nier la possibilité d'un passage de la crise à la dépression. Mais une analyse concrète montre que la crise n'est pas encore terminée et même qu'il n'y a pas de base pour une fin prochaine de la crise.

L'« Institut, pour la recherche de la conjoncture » fournit lui-même les matériaux pour cette affirmation. Dans son dernier rapport trimestriel, on calcule dans le dernier trimestre 1930 qu'il y avait 1 650 000 chômeurs complets de plus que dans le trimestre correspondant de 1929. Leur perte de salaire atteint 0,8 à 0,9 milliard de marks. L'augmentation du travail partiel représente une perte de salaire de 0,3 à 0,4 milliard de marks et « prudemment évaluée », c'est une augmentation de perte de salaire de 1,2 milliard de marks, sans compter les amputations sur les tarifs de salaires et sur les salaires au-dessus des tarifs, amputations qu'on ne peut estimer dans leur répercussion sur les revenus »²⁴.

A cela s'ajoute l'augmentation des versements pour l'assurance-chômage de 3,5 à 6,5 %. Face à cela, s'oppose une diminution du coût de la vie de 4,3 % pour la moyenne de

²⁴ Rapport trimestriel, 5^e année, fascicule 4, page 58.

l'année²⁵. Dans tous les cas la force d'achat de la classe ouvrière a été considérablement plus faible qu'il y a un an. Dans les premiers mois de 1931, où le chômage et le travail partiel ont formidablement augmenté, le recul de la force d'achat s'est encore accentué. Le revenu des employés et des fonctionnaires a été amoindri par l'amputation des appointements. Les recettes totales de l'agriculture ont été diminuées de 10 % environ par rapport à l'année précédente²⁶.

Ceci signifie que la capacité d'acheter des moyens de consommation industriels s'est fortement amoindrie pour les larges masses. Par conséquent, il n'y a pas à attendre d'impulsion à l'amélioration de ce côté, bien qu'il se soit produit de larges vides dans les stocks de produits ouvrés dans le commerce.

En ce qui concerne la demande de moyens de production, tous les rapports constatent que celle-ci continue toujours à être en régression.

En ce qui concerne l'activité du bâtiment, l'Institut pour la recherche de la conjoncture²⁷ donne les chiffres suivants :

Ressources à longue échéance aux fins de construction
(en millions de marks)

	1929	1930	1931 (évaluation)
Constructions privées de logements.	1 510	1 550	---
Constructions publiques de logements.	1 290	1 150	---
Total	2 800	2 700	1 900 – 2 200
Constructions industrielle	2 700	2 400	2 000
Constructions publiques	2 700	1 700	1600 – 1700
Total [général]	8 200	6 780	5 500 – 5 950

Cette évaluation, quelle que soit son approximation même grossière, montre que l'activité du bâtiment restera, en 1931, au-dessous du niveau de l'année précédente, de sorte qu'une impulsion à l'amélioration ne peut être attendue ici non plus.

Restait une excitation venant du dehors par suite de l'augmentation de l'exportation. Or, les perspectives sont également de ce côté très minimes. Seuls un revirement dans les pays capitalistes prépondérants et une atténuation momentanée de la crise agricole dans les pays d'exportation agricole pourraient animer l'exportation allemande à un degré assez important pour influencer sur l'ensemble de la conjoncture.

Nous voyons donc qu'on ne peut constater d'indices concrets chez aucun des facteurs qui pourraient amener un revirement.

*

* *

Nous allons maintenant reproduire les chiffres les plus importants de l'économie allemande dans ces derniers mois.

²⁵ Id.

²⁶ Id.

²⁷ Rapport hebdomadaire du 11 février 1931.

**Index de la production
de l'Institut pour la recherche de la conjoncture
(1928 = 100)**

1930				1931	
Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
94,6	77,1	75,6	72,2	68,4	69,5

La régression par rapport au point le plus élevé est de 40 points soit 36 %. Cette profondeur dans la crise n'a encore jamais été atteinte.

Production de l'industrie lourde

	1930			1931		
	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars
Charbon (1.000 t.)	14.40	12.17	12.54	11.53	9.79	10.61
Lignite (1.000 t.)	14.01	11.37	11.30	11.03	9.51	10.06
Fer brut (1.000 t.)	1 092	965	1 008	603	520	560
Acier brut (1.000 t.)	1 275	1 177	1 202	774	764	811
Laminés (1.000 t.)	987	889	930	606	596	652

Malgré la production diminuée de charbon, les stocks sur le carreau des mines s'accroissent de plus en plus. Sur les stocks de fer et d'acier il n'y a malheureusement pas de chiffres.

Le chômage et la tromperie de la semaine de 40 heures

Le nombre des chômeurs a atteint son maximum dans les premiers mois de 1931. C'est seulement la deuxième moitié de mars qui a apporté un léger recul saisonnier.

Il y avait comme *chômeurs complets* au début du mois de

Janvier	Février	Mars	Mars (milieu de)	Avril
4 383 800	4 880 900	4 971 700	4 980 000	4 780 000

Le nombre des chômeurs a atteint constamment 1.500.000 de plus qu'il y a un an dans les mêmes mois.

Le chômage dans les syndicats de l'A.D.G.B. montre que plus d'un tiers des ouvriers organisés dans les syndicats étaient en février en chômage complet et qu'un cinquième ne travaillaient que partiellement. 46 % seulement de tous les ouvriers étaient complètement occupés en février. Le recul saisonnier du chômage ne s'est pas produit en mars.

On a amputé systématiquement ces dernières années l'aide aux chômeurs, car du fait de la longue durée du chômage complet il y eut de plus en plus d'ouvriers qui passèrent du secours de chômage à l'aide contre la crise et qui plus tard furent privés même de cette dernière.

J. Kuczynski donne à ce sujet les chiffres suivants²⁸ :

²⁸ Correspondance de la politique financière du 9 avril 1931.

De tous les chômeurs il y avait :

	Au secours de chômage	A l'aide contre la crise	A l'assistance publique ou sans secours
1929 Janvier	81 %	5 %	14 %
1930	69 %	8 %	23 %
1931	52 %	17 %	31 %

Près d'un tiers de tous les chômeurs, soit environ 1 500 000 sans-travail, durent vivre d'aumônes en janvier.

L'existence d'une masse aussi énorme de chômeurs constitue pour la bourgeoisie un grand danger. De là la proposition des social-fascistes d'instaurer la semaine de 40 heures au lieu de celle de 48 heures, proposition qui fut faite également à la conférence commune des dirigeants de la II^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam à Zurich comme solution au problème du chômage.

Cette solution est également à la base du rapport de la commission créée par le gouvernement pour étudier la question du chômage sans la présidence de Braun. La commission propose :

1) Le gouvernement devrait instaurer la semaine de 40 heures pour certaines branches d'industrie dans toutes les entreprises avec plus de 10 ouvriers.

2) On se refuse à une compensation de salaire pour le raccourcissement du temps de travail.

3) Les heures supplémentaires (au-dessus de 40 heures par semaine) devraient être majorées de 25 pour cent ; et le montant supplémentaire ne serait pas touché par les ouvriers, mais par l'Institut du Reich pour l'assurance-chômage.

C'est une énorme tromperie contre la classe ouvrière, une tentative de transformer une partie du chômage complet en chômage partiel organisé légalement, ce qui rejeterait la charge du chômage sur la classe ouvrière, mesure au bénéfice exclusif des capitalistes. Comme les ouvriers occupés ne travailleront que 40 heures, il sera possible aux capitalistes d'augmenter encore plus fortement l'intensité du travail dans ce temps de travail diminué et d'arracher aux ouvriers pour le même salaire une quantité de travail plus élevée. En même temps le passage à la journée de 40 heures signifierait une diminution du nombre des chômeurs complets, c'est-à-dire une économie quant à l'aide aux chômeurs.

On ne saurait naturellement supprimer en aucun cas le chômage complet. Réfléchissons. En février 1931, 46 pour cent seulement de tous les ouvriers organisés dans les syndicats étaient complètement occupés. Une réduction de 48 heures à 40 heures — même si tous les ouvriers occupés actuellement étaient réduits à 40 heures — fournirait une possibilité de travail supplémentaire pour 6 pour cent au plus de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour un cinquième des chômeurs complets actuels, mais en réalité, comme la semaine de 40 heures ne serait pas appliquée à tous les ouvriers occupés actuellement toute la journée, cela ferait encore moins, même si l'on tient compte qu'une partie des ouvriers entièrement occupés travaillent plus de 48 heures malgré l'énorme chômage.

Il est vrai que rien ne garantit que la bourgeoisie acceptera la semaine de 40 heures. Car à côté de l'avantage de la possibilité d'une nouvelle intensification du travail il y a la crainte que la semaine de 40 heures, au cas où elle s'appliquerait pendant un temps assez

long, devienne « la semaine normale ». De là une forte opposition contre le projet, et ceci malgré les avantages énumérés plus haut pour la bourgeoisie.

La situation de l'agriculture

Grâce à l'emploi de toutes les mesures protectionnistes possibles (droits de douane élevés, interdiction d'importation, obligation d'utiliser des produits agricoles intérieurs), les agrariens allemands ont réussi à faire de l'Allemagne un îlot aux prix relativement élevés pour les produits agricoles.

L'aspiration à l'élévation des droits de douane protecteurs prend une extension de plus en plus grande : pour tous les produits possibles — fruits, légumes, même le bois — on réclame des droits protecteurs. Ces exigences se heurtent, il est vrai, à la résistance de l'industrie. Il est significatif que le chef du ministère de l'Economie du Reich, le secrétaire d'état Treudenburg a considéré comme nécessaire de prendre position contre le projet d'un monopole des fruits du midi dans un mémoire, car « cela amènerait certainement l'abolition des traités de commerce avec l'Italie et l'Espagne et mettrait pour le moins en danger les traités avec la France et la Hollande ».

L'intérêt à l'exportation de l'industrie allemande est en opposition tout à fait aiguë avec le protectionnisme croissant des agrariens, Les industriels continuent toujours à déclarer que la ligne sur l'Autriche, sur le développement du marché intérieur sera néfaste pour les grandes industries (machines, chimie, industrie optique). etc. (Voir la décision de l'Union de l'Industrie allemande du Reich). Les antagonismes sont très aigus.

Mais contre l'union douanière si populaire avec l'Autriche les agrariens expriment des inquiétudes et parlent du danger d'un « trou au Sud » par lequel les produits agricoles des Balkans pourraient pénétrer en Allemagne.

Si intéressante que soit cette lutte au sein de la classe régnante entre le capital agricole et le capital industriel comme indice des contradictions internes qui s'aiguisent, il serait faux de surestimer son importance. L'expérience montre que les industriels allemands dans ces dernières années « sont toujours soumis à nouveau aux agrariens » étant donné l'influence croissante du P.C.A. ils ne peuvent se passer du soutien social des gros paysans et de la couche supérieure des paysans moyens. C'est pourquoi ils se plient, — en murmurant et en protestant — aux exigences des agrariens qui dirigent les couches paysannes les plus riches.

Ce qui montre que malgré le protectionnisme généralisé, la situation de l'agriculture allemande n'est nullement favorable, c'est le fort recul de la consommation d'engrais chimiques : « Je vous prie d'apprécier de façon tout à fait sérieuse ce que signifie le fait que dans l'année courante, comparativement à la même époque de l'année précédente, l'écoulement pour l'engrais Thomas a diminué de 11 pour cent, pour les superphosphates de 20 pour cent, pour la potasse de 13 pour cent, pour l'azote déjà de 23 pour cent, et pour le carbonate de potasse, même de 35 pour cent²⁹.

²⁹ Extrait du grand discours de Schiele au Reichstag.

Recul de l'activité de l'épargne

En 1930 et en particulier dans ces derniers mois il s'est produit un fort recul de l'activité de l'épargne. Face à un accroissement mensuel de 168,8 millions de marks en 1929, on constate en 1930 seulement un accroissement mensuel de 115,3 millions. En décembre le créditement d'intérêts a été supérieur à l'augmentation des dépôts.

Ce développement prouve que les dépôts de l'épargne en Allemagne n'appartiennent pas aux ouvriers, car ce ne sont certainement pas les ouvriers qui ont pu épargner quoi que ce soit avec un chômage de masses de 4 à 5 millions en 1930 et avec des diminutions ininterrompues de salaires³⁰. D'autre part, la situation des couches moyennes dans la crise a empiré beaucoup également.

Le commerce extérieur

L'exportation de produits ouvrés est en fort recul dans les deux derniers mois, ainsi que l'importation de matières premières. Premièrement c'est un signe de la profondeur de la crise de l'économie mondiale, deuxièmement de la profondeur de la crise en Allemagne même (en mars il est survenu une nouvelle animation de l'exportation).

Mouvement mensuel des balances commerciales

(Trafic net de marchandises y compris les livraisons en nature des réparations)

	Importation				Exportations			
	(en millions de marks)							
	<i>Groupes principaux</i>				<i>Groupes principaux</i>			
Moyenne mensuelle	Aliments et boissons	Matières premières et produits semi-ouvrés	Produits ouvrés	<i>Importations totales</i>	Aliments et boissons	Matières premières et produits semi-ouvrés	Produits ouvrés	<i>Exportations totales</i>
1913	234	523	116	898	89	190	362	841
1929	318	600	189	1121	59	241	819	1124
1930	247	459	150	866	40	204	753	1003
Fév. 1930	278	524	168	982	44	224	756	1026
Déc. 1930.	192	358	122	681	33	169	697	903
Jan. 1931	217	376	116	717	27	170	575	775
Fév. 1931	172	331	113	620	24	160	591	778
Mars 1931	171	297	111	584	29	172	662	867

Dans le recul du commerce extérieur la baisse des prix joue naturellement le grand rôle. Les prix de gros étaient en février inférieurs de 11 pour cent à ceux d'il y a un an. La baisse des prix s'est arrêtée en mars, la question se pose naturellement de savoir si c'est définitif.

En résumé, l'assertion qu'en février le point le plus bas de la crise était atteint, non seulement du point de vue saisonnier mais aussi de la conjoncture, ne peut être prouvée par

³⁰ Ceci est reconnu par une revue tout à fait capitaliste, la *Wirtschaftsdienst*, du 27 février 1931,- page 370.

aucun fait concret. La grande baisse de la force d'achat de toutes les larges couches de la population, y compris la baisse tout à fait insuffisante des prix de détail, agit dans la direction d'une nouvelle durée de la crise.

FRANCE

La crise s'est incontestablement approfondie en France ces derniers mois. Cela est marqué aussi bien par les chiffres très maigres publiés en France sur l'économie, que par les renseignements de la presse. Le *Temps*, par exemple, qui niait avec opiniâtreté l'existence d'une crise, écrivait ce qui suit, le 23 février :

« Le malaise économique, dont les symptômes se sont aggravés et multipliés depuis le début de cette année, ne doit être pris ni au tragique ni avec légèreté. »

Cela dépeint à peu près l'opinion générale en France. La crise n'est pas tragique en soi, car sa gravité est beaucoup moindre qu'en Allemagne ou aux Etats-Unis. Elle n'est pas non plus à prendre à la légère, car elle est loin d'avoir atteint toute sa profondeur.

Les chiffres de la Production de l'industrie lourde montrent le tableau suivant :

	Charbon	Fer	Acier
	(en 1000 tonnes)		
1930 Décembre	4372	800	756
1931 Janvier	4540	803	746
931 Février	4225	815	772
1930 Février	4481	815	772

Les chiffres de la production charbonnière ne reflètent pas entièrement la situation. On sait que la France importe beaucoup de charbon, et malgré cela la production ne marque pas seulement une tendance à la baisse mais les stocks sur le carreau des mines augmentent rapidement et ils s'élevaient avant la grève à plusieurs millions de tonnes. Ils ont été ostensiblement accumulés en partie pour servir de moyen de pression pour la grève.

Le rapport annuel des industriels charbonniers français nous apprend que le rendement moyen journalier d'un mineur français ne serait que de 694 kg. contre 1.100 kg. en Angleterre, 1.356 kg. Dans la Ruhr, 1.466 kg. en Haute-Silésie. Il en résulterait que les frais de production seraient bien plus élevés et qu'il serait nécessaire d'élever les taxes douanières sur les charbons. Les prix des charbons français sont de 15 à 30 pour cent supérieurs à ceux des concurrents étrangers. Aussi l'importation en 1930 a-t-elle augmenté de un million de tonnes alors que les producteurs français ne pouvaient pas écouler leur charbon. La baisse des frais de production doit être faite aux dépens des ouvriers.

Les chiffres de l'industrie du fer et du charbon montrent clairement le développement de la crise. La production en février est bien de 10 pour cent inférieure à celle de février 1930. En février on a de nouveau éteint deux hauts-fourneaux.

Dans les industries de moyens de consommation la marche des affaires est très traînante.

« Le travail partiel est maintenant général dans l'industrie textile et s'étend à l'industrie du fer et de l'acier dans laquelle on a procédé également à quelques fermetures

d'entreprises », écrit le correspondant de Paris du *Statist* du 27 février 1931. Il manque des chiffres.

L'extension du chômage

Au cours des derniers mois, le chômage s'est étendu rapidement en France. M. Piquenard, le représentant du gouvernement français au Conseil du Bureau international du Travail, a déclaré au Conseil, qu'il y avait en France, au début de 1931, 1.000.000 d'ouvriers partiels et 350.000 chômeurs complets. Mais ce nombre ne fait que reproduire le chiffre de la grande industrie française: car on n'a questionné que les entreprises de plus de 100 ouvriers. Si nous envisageons l'industrie petite et moyenne française relativement grande, le nombre des chômeurs sera considérablement plus grand³¹.

Cette masse de chômeurs complets, qui s'élève à un demi-million au moins, ne reçoit aucune indemnité et vit d'aumônes. Pas plus de 50 000, soit environ 10 pour cent, reçoivent des secours des bureaux de bienfaisance municipaux.

La bourgeoisie française essaie de rejeter la charge du chômage sur l'étranger. Le Conseil économique propose de fermer les frontières à l'immigration et de refouler immédiatement tout étranger qui est sans travail, ou qui, s'étant loué, dans l'agriculture, est passé à l'industrie. De plus, les ouvriers industriels étant sans travail doivent, autant que possible, être casés dans l'agriculture.

Affaires et politique

Les vagues de scandales des affaires Oustric et Devilder ne sont pas encore éteintes³² que déjà il y a un nouveau scandale. Un groupe de banques dont la plus importante était le Crédit Foncier du Brésil, connu sous le nom de Groupe Bouilloux-Lafont³³ qui entretenait sous le nom de « Aéropostale » un trafic aérien régulier entre la France, le Sénégal français, le Brésil et l'Argentine, a fait banqueroute. L'Aéropostale recevait du gouvernement de grandes subventions, mais travaillait-néanmoins avec un déficit. Le Crédit Foncier du Brésil qui pratiquait de grandes spéculations bancaires et foncières au Brésil et en Argentine avait un capital de 450 millions de francs en actions et obligations, c'est-à-dire qu'il était une institution importante.

Sous prétexte de protéger le renom de la France en Amérique du Sud le gouvernement fit la proposition d'assainir l'Aéropostale ou de s'en occuper. Le Parlement refusa

³¹ La presse bourgeoise bluffe effrontément lorsqu'elle continue à publier le nombre des chômeurs inscrits comme donnant le nombre des chômeurs. Le chiffre des chômeurs reconnus officiellement et secourus s'élevait à :

Fin janvier	Fin février	Fin mars
28 536	40 766	50 815

Leur nombre a presque doublé en deux mois

³² Il est d'un intérêt tout particulier de savoir qu'un fils de Léon Blum a été casé par Oustric aux usines Peugeot comme ingénieur avec, un traitement de 3 000 fr. et un supplément secret de 3 000 fr. également par mois. L'engagement eut lieu après une rencontre de Monsieur Léon Blum et de Monsieur Oustric dans un dîner et où Monsieur Oustric s'intéressa à la situation familiale de Léon Blum.

³³ La banque Bouilloux-Lafont elle-même qui contrôlait le Crédit Foncier du Brésil, existait depuis 1857 et jouissait il y a encore quelques années d'une grande confiance.

l'autorisation, car un des frères Bouilloux-Lafont est député et vice-président de la Chambre. Ces messieurs les députés ont voulu montrer combien leur vigilance est devenue grande depuis le scandale Oustric. C'est ainsi que se produisit l'effondrement.

La formation des prix et la crise agraire

La formation des prix en France continue à revêtir, un caractère particulier car la baisse des prix se produit avec une lenteur exceptionnelle et quelques groupes de marchandises continuent même à accuser encore une élévation.

Prix de gros (1914 = 100)

	Fin	Fin	Fin	Fin
	mars	février	janvier	décembre
<i>Index général .</i>	492	492	494	498.
Produits nationaux	560	558	567	565
Produits importés.	370	375	364	377
<i>Produits alimentaires</i>				
Total	537	520	533	525
Aliments végétaux	537	523	503	481
Aliments carnés	578	774	602.	602
Sucre, café, cacao:	438	435	43?	443
<i>Produits industriels</i>				
Total	453	461	462	475
Minéraux et métaux	410	423	417	437
Textiles	347	344	388	355
Divers	543	555	565	570

L'index des prix de détail de Paris (qui ne renferme que onze produits alimentaires et 2 produits industriels, pétrole et esprit de vin) marque une baisse légère, tout à fait insignifiante:

Décembre 1930	Janvier 1931	Février 1931	Mars 1931
649	649	650	647

Lorsque les capitalistes français demandent, sur cette base une diminution des salaires, il s'agit d'un abaissement déclaré du salaire réel des ouvriers.

La contradiction entre les intérêts de l'agriculture qui veut élever les prix des produits agricoles et ceux des petits bourgeois citadins, et des ouvriers désireux d'abaisser le coût de la vie a amené, la chute du ministère Steeg. Le ministre de l'Agriculture, Botel, avait dressé comme programme un système de protection des produits agricoles semblable au système, allemand : une institution centrale pour valoriser le blé; l'obligation d'y mêler du seigle, l'élévation du prix des droits protecteurs du sucre, etc. Le ministère se disloqua sur ce programme, et Tardieu se vit confier dans le nouveau cabinet Laval le portefeuille de l'Agriculture afin qu'il donne plus habilement satisfaction que Borel aux intérêts de la grande bourgeoisie.

L'argent et le marché des capitaux

Il continue à régner sur le marché de l'argent une grande liquidité. Nous en avons déjà parlé dans la partie générale. Par des facilités à l'exportation de capital on arrêtera le nouvel afflux d'or. Cette exportation de capital est déterminée très fortement par des facteurs politiques. Des banques françaises avaient bien participé aussi à l'emprunt allemand (c'est la mode maintenant de lancer internationalement les emprunts d'Etat), mais les emprunts les plus importants n'en sont pas moins les emprunts roumain, polonais et yougoslave que dirige Paris. Ils ont pour but de resserrer les liens avec les vassaux de l'Est et de les rassembler pour la guerre contre l'Union soviétique.

Il est bien évident que les intérêts des possesseurs de capitaux français sont bien garantis. Les conditions de l'emprunt roumain qui est déjà lancé officiellement, sont vraiment usuraires.

L'emprunt à 7 ½ % « libre de tout impôt roumain présent ou futur » gagé sur les recettes des monopoles d'Etat, est placé au cours de 86 ½ %. Les souscripteurs reçoivent donc un intérêt net de 8,6 %. Le gouvernement roumain paie encore un taux d'intérêt plus élevé, car il est retenu sur le cours nominal de 86,5 encore de 3 à 6 % (nous ne savons pas combien) de provision bancaire. Il paie donc au moins 9 % d'intérêts, alors que les banques donnent à leurs clients 2 ½ % pour leurs dépôts.

ITALIE

L' « Institut allemand pour la recherche de la conjoncture » donne, dans son rapport hebdomadaire du 1^{er} avril, la caractéristique suivante de la situation économique en Italie :

« La courbe descendante de la conjoncture qui a commencé dans la première moitié de 1929 est devenue une dépression dans la deuxième moitié de 1930. »

Mais ce jugement catégorique ne trouve aucune espèce de confirmation ni dans les chiffres que l'Institut lui-même publie, ni dans le texte qu'il donne. Il est basé manifestement sur ce qui s'est passé sur le marché des valeurs où il s'est produit une stabilisation des cours des actions et une certaine élévation des cours des valeurs à intérêt fixe. Nous montrerons ultérieurement que les chiffres de la production ne justifient nullement cette appréciation optimiste.

Ce qui est curieux dans le jugement catégorique de l'Institut, c'est le fait que dans le même moment des rapports venant directement d'Italie contiennent une appréciation beaucoup plus pessimiste. C'est ainsi, par exemple, que l'économiste bien connu, professeur Bacchi, écrit :

« En janvier-février, les cours des actions sont devenus sensiblement plus fermes. Il est difficile de dire si l'on doit y voir un indice du tournant de la conjoncture... Juste à ce moment, pendant ce qu'on appelle les campagnes de dividendes avant les assemblées générales, les augmentations des cours ne sont pas rares du tout³⁴ »

³⁴ *Wirtschaftsdienst* du 3 avril 1931.

Le correspondant de *l'Information financière* (25 mars 1931) à Milan donne cette caractéristique prudente:

« Dans les milieux officiels (!) on se montre néanmoins ouvertement optimiste. On pense que la crise économique a atteint son point le plus bas et que la situation va s'améliorer rapidement. »

Pour justifier cette appréciation on reproduit alors l'opinion des journaux officiels qui aboutissent essentiellement à des louanges sur les mesures économiques du gouvernement fasciste concernant la réduction des prix, etc.

Si nous examinons les chiffres de la production en Italie, bien en retard, il est vrai, et pas groupés, nous ne trouvons aucune base pour l'assertion que, en Italie, c'est déjà la dépression. Au contraire, Les chiffres des derniers mois montrent encore incontestablement des signes d'approfondissement de la crise. Comme preuve nous reproduisons les chiffres de production qui sont contenus dans la revue statistique mensuelle officielle *Bolletino Mensuale di Statistica*, mars 1931, page 269 :

Chiffres de production de l'industrie italienne

	Janv. 1930	Juil. 1930	Nov. 1930	Déc. 1930	Janv. 1931	Fév. 1931
Fer (1.000 tonnes)	38.5	46.6	44.6	41.0	40.0	36.6
Acier (1.000 tonnes)	143.0	179.0	137	113	121	111
Plomb (tonnes)	2.225	2.399	1 979	2 336	1 973	2 150
Zinc (tonnes)	1 465	2 053	1 773	1 806	1 715	1 662
Aluminium (tonnes)	375	903	635	487	305	291
Ciment (millions de quintaux métriques)	2.06	3.31	2.67	2.17	1.71	—
Superphosphates (millions de quintaux métriques)	1.28	1.17	0.97	0.98	0.92	—
Soie artificielle (millions de kilos)	2.90	2.67	2.53	2.59	2.72	—
Marchandises de papier (1 000 quintaux métriques)	293	301	282	275	268	—

Chaque lecteur non prévenu est obligé de constater à la lecture du tableau que l'assertion qu'en Italie la crise est déjà passée et la dépression arrivée, n'est nullement fondée. A l'exception de la soie artificielle, tous les chiffres de production ont une tendance marquée à la baisse ces derniers mois. On peut en dire de même du trafic des marchandises qu'indique le seul index général.

Le trafic des marchandises sur les chemins de fer montre le développement suivant.

Il est bien évident que ces chiffres, n'écartant pas l'influence saisonnière, sont peu appropriés à des comparaisons directes. Le recul du trafic des marchandises en hiver est en grande partie un phénomène saisonnier. Mais nulle part on ne peut dégager de ces chiffres une transition à la dépression. La différence dans le trafic de marchandises entre octobre et février de l'année suivante a atteint, de 1929 à 1930, 1,55 million de tonnes, de 1930 à 1931, 1,80 million de tonnes. Le pourcentage de recul est encore beaucoup plus grand parce qu'il se produit à un niveau absolument bas.

Considérons le commerce extérieur, nous en avons le même tableau :

Commerce extérieur (en millions de liras)

Décembre 1929	2 069	1 397
Janvier 1930	1 506	975
Février 1930	1 495	1 077
Janvier 1931	1 025	691
Février 1931	1 035	857

Ces chiffres eux-mêmes n'indiquent nullement qu'il s'est produit une amélioration. Si nous ajoutons encore que les prix continuent à avoir une tendance à la baisse et que les cas d'insolvabilité se sont très fortement accrus dans les derniers mois de 1930, il est clair que le jugement de *l'Institut pour la recherche de la conjoncture* n'a aucune base, sauf pour les faits à la Bourse qui représentent, comme Bacchi l'exprime prudemment, de simples manœuvres boursières, car à l'époque des assemblées générales, en particulier en considération des fortes réductions de dividendes et des resserrements de capital, il paraît désirable de faire monter artificiellement le cours des actions.

La crise a causé de grands ravages dans l'industrie italienne faiblement étayée. La Snia Viscosa, la plus grande entreprise italienne, a dû réduire son capital-actions de un milliard de liras à 350 millions. La valeur des installations qui avaient coûté à la société plus d'un milliard de liras a été ramenée à 642 millions de liras.

Toute l'industrie italienne de la soie artificielle, qui représente 2 milliards de liras, est restée sans dividende, sauf une petite société de 30 millions de capital. L'industrie métallurgique et celle de l'automobile ont beaucoup à souffrir de la crise.

Le spéculateur bien connu Gualino sur l'effondrement duquel nous avons rapporté antérieurement, a été banni depuis pour 5 ans sur l'île Lipari. Jusqu'à maintenant les jugements de déportation n'ont été pris que contre des ennemis politiques de Mussolini, en particulier contre des communistes. La déportation de Gualino est motivée par les lourds dommages répétés qu'a subi l'économie italienne. La véritable raison est que le scandale Oustric à Paris a montré que le vrai tireur de ficelles n'était pas Oustric mais Gualino qui était derrière lui. En outre, Mussolini poursuit le but de rejeter la responsabilité de la crise sur un seul capitaliste afin de décharger l'ensemble du système capitaliste aux yeux des masses italiennes sévèrement éprouvées.

La lourdeur de la crise se montre également dans le nombre croissant de chômeurs officiels. Le nombre des vrais chômeurs est, comme on sait, considérablement plus élevé.

Chiffres officiels de chômeurs

1929	Maximum (février)	489.347
1929	Minimum (juin)	193.325
1930	Juin	322.291 (Minimum)
—	Juillet	342.061
—	Août	375 548
—	Septembre	394 630
—	Octobre	446.496
—	Novembre	534 356
—	Décembre	642.169
1931	Janvier	722.612
—	Février	765 3 ² 5

Parallèlement à la croissance du chômage il se produit une amputation ouverte ou masquée des salaires.

La preuve que la situation de la paysannerie italienne est très difficile ressort du fait que dans les produits les plus importants — blé, olives, vin — l'année 1930 fut une année au-dessous de la moyenne.

« La valeur totale reste approximativement d'un tiers moindre que la valeur record de l'année précédente³⁵. »

Il est difficile de comprendre comment on peut concilier de bonne foi un recul des recettes de l'agriculture d'un tiers, un recul de la production dans toutes les branches importantes de l'industrie, une grande augmentation des faillites et une montée du chômage avec l'assertion que la dépression s'est déjà produite dans la deuxième moitié de 1930. Il est cependant clair que la capacité d'absorption du marché intérieur³⁶ doit, dans ces circonstances, marquer une tendance au recul, alors que les chiffres de l'exportation dans le même moment montrent nettement qu'on ne saurait parler d'impulsion de dehors vers l'amélioration.

ANGLETERRE

La situation économique de l'Angleterre, dans ces derniers mois, peut être considérée comme aussi mauvaise qu'auparavant.

Si nous considérons les faits dans la sphère de production, nous ne trouvons dans aucun indice concret la preuve que le point le plus bas de la crise est déjà atteint en Angleterre ou même dépassé. Les chiffres économiques les plus importants marquent le tableau suivant:

Index de la marche des affaires
(Economist, 1924=100)

	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Mars
	1930	1930	1931	1931	1931	1930
<i>Importation</i>						
Matières premières	91	106	105	97	98	117
Métaux colorés	115	110	107	107	102	119
<i>Consommation</i>						
Fer et acier	89	91	92	90	84	126
Charbon	109	111	112	111	112	117

³⁵ Extrait du « Rapport hebdomadaire pour la recherche de la conjoncture ».

³⁶ Pour le recul de la force de consommation des larges masses de la population, c'est la diminution de la consommation du tabac, sur laquelle nous avons des chiffres officiels provenant de sources fiscales, qui est caractéristique. Si nous comparons la consommation des mêmes mois en 1929, 1930 et 1931, nous trouvons un recul qui va croissant de mois en mois. C'est ainsi que la consommation de tabac, en quintaux métriques, a atteint :

	1930	1931
Janvier	28 652	25 118
Février	26 939	21 935

Déjà en février le recul est de 20 % environ et il est manifeste que les larges masses sont obligées de renoncer au tabac parce qu'elles n'ont pas l'argent nécessaire pour cette dépense.

Coton	68	81	79	70	64	98
Caoutchouc	331	381	247	418	355	356
Electricité	112	120	128	123	126	130
Trafic de chemins de fer	87	85	—	—	—	93
Export de produits ouvrés..	82	79	73	66	66	100

Comparativement à l'année précédente, la consommation de fer et d'acier, ainsi que de coton, l'importation de matières premières et de métaux colorés et en particulier l'exportation de produits finis est en forte régression. L'importation fortement diminuée de matières premières montre clairement qu'on ne saurait parler d'amélioration dans un prochain avenir.

Si nous examinons les diverses branches industrielles, nous voyons que la production du charbon et de l'acier a un peu augmenté en février, mais que, par contre, celle du fer a baissé. Fin février on a éteint à nouveau deux hauts fourneaux. Les grandes industries de base — coton, navigation, fabrication de machines — continuent à être dans une situation extrêmement gênée. Les espoirs qu'on avait nourris dans la conclusion de la paix avec Gandhi concernant un débit plus grand de cotonnades dans l'Inde ne se sont pas réalisées jusqu'à maintenant.

L'industrie cotonnière a été également très troublée par le grand lock-out qui se termina, comme on sait, par une victoire des ouvriers. Cependant l'attaque du capital n'a été parée que momentanément; elle se reproduira incontestablement dans un avenir peu éloigné.

La dépression chronique en Angleterre

Si nous examinons les nombreuses considérations exprimées sur la situation économique en Angleterre, nous pouvons constater qu'on est de plus en plus largement pénétré du caractère chronique de la dépression en Angleterre ou, comme nous nous exprimerions, de l'effet profond de la crise générale du capitalisme.

Les causes de la dépression chronique

Elles sont cherchées par la bourgeoisie avant tout dans le recul de l'exportation. Ce motif revient toujours. Dans un mémoire des industriels du fer au ministre du Commerce, Graham, on cite les chiffres intéressants suivants :

Exportation et importation de fer, acier et marchandises de fer et acier (en tonnes)

	Exportation	Importation	Exportation nette
1913	4.969.200	2.231.000	2.738.200
1930	3.157.900	2.908.300	249.600

L'exportation nette a fondu à moins de 10 % du chiffre d'avant-, guerre. La conséquence est le recul de la production. En 1913, l'Angleterre produisait 13,2 % de la production mondiale de fer et 10,2 % de celle de l'acier. En 1930, ces pourcentages étaient tombés à 7,8 % et 8 %. Des ouvriers de ces deux industries, en 1930, 35,7 % et 50,8 % étaient chômeurs.

La régression de l'exportation a pris des proportions très grandes en 1930. Dans le rapport de la banque cité plus haut on donne les chiffres suivants du recul des éléments les plus importants de la vie économique dans la moyenne des années 1929 et 1930 :

Production (London et Cambridge)	Consommation d'électricité	Trafic de chemins de fer.	Trafic clearing	Importation	Exportation
11 %	9%	8 %	8 %	2 ½ %	18 %

La diminution de l'exportation surpasse de beaucoup la diminution de tous les autres éléments, en première ligne ceux de l'importation, bien que les prix des vivres et des matières premières que l'Angleterre importe en majorité aient baissé beaucoup plus fortement que les prix des marchandises exportées. Les économistes bourgeois anglais expliquent la baisse de l'exportation par le fait que la crise agricole, la chute catastrophique des produits agricoles, a réduit à un minimum la force d'achat des pays d'outre-mer. Cependant ceci n'explique pas le recul particulier de l'exportation anglaise par rapport aux autres pays.

C'est pourquoi on établit la thèse que les frais de production sont trop élevés en Angleterre parce que les salaires et les charges sociales y sont trop hauts. Réclamer l'amputation des salaires et avant tout la diminution de l'indemnité de chômage devient le mot d'ordre central des porte-parole de la grande bourgeoisie.

La progression du protectionnisme

L'instauration d'un tarif douanier général remplacerait une attaque directe contre les salaires ou se combinerait avec celle-ci. Les uns après les autres, les anciens champions du libre-échange du camp libéral : Simon, Keynes, Stamp, interviennent maintenant en tant que combattants en faveur du protectionnisme général. La F.B.I la grande organisation des industriels anglais, les suit, comme artillerie lourde, avec la revendication de l'instauration d'un droit de douane général *ad valorem* sur toutes les marchandises, à quatre ou cinq degrés, suivant la nature des marchandises. La F.B.I. est si sûre de son affaire qu'elle n'élabore pas seulement dans son mémorandum la création d'un board de douane, le recrutement de ses membres exclusivement dans les rangs des industriels, les traitements (600 000 à 1 200 000 francs par an), mais aussi son ordre du jour.

Il est bien évident que lorsque cette organisation prépondérante du grand capital anglais s'est prononcée de façon aussi décisive pour les droits de douane protecteurs, et les grands banquiers les premiers ayant abandonné les premiers le libre échange, le parti conservateur marche lui aussi unanimement en faveur du protectionnisme. La lutte entre Baldwin et les lords de la presse s'est terminée politiquement par la victoire de ces derniers.

Comme les chefs du Labour Party inclinent de plus en plus, d'accord avec la grande bourgeoisie, vers le système protectionniste, les derniers vestiges de la « position exceptionnelle » de l'Angleterre concernant la politique douanière pourraient bien, dans un laps de temps pas éloigné, disparaître.

Il est intéressant de voir avec quelle démagogie on fait de l'agitation en faveur du protectionnisme. Les recettes des douanes déchargeront les contribuables ! Les droits de douane industriels protégeront le marché intérieur pour l'industrie et serviront à abaisser les frais de production (car les débouchés plus grands à l'intérieur permettront une meilleure utilisation de la capacité de production), ils assureront la capacité de concurrence de l'industrie anglaise sur le marché mondial et diminueront le chômage. Les droits de douane sur les produits alimentaires ramèneront la prospérité dans l'agriculture anglaise, renforceront, grâce au traitement de faveur des Dominions, l'Empire britannique, serviront grâce à des

traités de commerce à arracher des taxes douanières peu élevées pour des marchandises anglaises importantes.

Tout cela est évidemment de la poudre aux yeux. L'essentiel est l'élévation de la rente foncière, l'abaissement des salaires réels par l'élévation du coût de la vie, les prix des cartels imposés au pays et partant possibilités augmentées de dumping, rejet des charges fiscales par la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

La bourgeoisie anglaise ayant perdu la prédominance industrielle, il lui faut liquider également le système d'économie politique qui y répondait, c'est-à-dire le libre échange.

Chômage, commerce extérieur, exportation de capital

Le chômage continue également à constituer le problème central en Angleterre. Certes le chômage est, en mars, en légère régression, mais il est vraisemblable qu'il ne s'agit seulement que d'un phénomène saisonnier passager. Le nombre des chômeurs complets a atteint dans ces derniers mois 2 ½ millions environ, soit en chiffres ronds un million de plus que l'année précédente. Le pourcentage des chômeurs parmi les assurés a atteint

Décembre	Janvier	Février	Mars	Mars
1930	1931	1931	1931	1930
20,2	21,5	21,7	21,5	12,9

Les dépenses pour les secours de chômage se sont accrues très fortement. Les frais pour le budget de l'Etat ont atteint, d'après les données de la commission :

(En millions de livres sterling)

1928	11,75
1929	19,14
1930	37 (estimation)
1931	50 à 57 (estimation)

Comme le chômage ne diminuera pas dans des proportions considérables, le capital fait une pression de plus en plus vive pour l'amputation des indemnités.

Le nouveau développement du chômage organique montre les chiffres suivants: En juin 1930, il y avait diminution des ouvriers occupés assurés dans les branches industrielles suivantes : fabrication de machines, navigation, boulangerie, poterie, chaussure, habillement, toile, ports et docks, blanchiment du textile, colorants, etc., fer et acier, laine, coton, services de chemins de fer, jute, charbon. Dans l'industrie charbonnière, il n'y avait en juin 1930 que 67,2 % du nombre des ouvriers de 1923 d'occupés.

Parallèlement au chômage la baisse de l'exportation est le point le plus faible de l'économie anglaise. La diminution de l'exportation s'est prolongée aussi cette année. *L'exportation des marchandises anglaises* a atteint :

Janvier 1931	37,6 millionslivressterling
Février 1931	31,8 millionslivressterling
Mars 1931	34,0 millionslivressterling

L'exportation de mars est de 20 millions de livres sterling, c'est-à-dire de près de 40 % inférieure à celle de l'année précédente !

L'émission de capital a également baissé fortement dans le premier trimestre, alors que l'exportation de capital a persisté au bas niveau de l'année précédente.

En résumé: Les espoirs dans une amélioration de la situation économique au printemps ne se sont pas réalisés. La bourgeoisie anglaise cherche de façon de plus en plus résolue une issue aux dépens des ouvriers : droits protecteurs, amputation des salaires et des conquêtes sociales. Les chefs du Labour Party lui prêtent main-forte.

ETATS-UNIS

La question de l'appréciation de la marche ultérieure du cycle industriel aux Etats-Unis est d'une importance décisive pour l'appréciation de la crise économique mondiale. Le poids économique des Etats-Unis est si grand pour la partie capitaliste du monde qu'une prolongation de la crise aux Etats-Unis signifie essentiellement une nouvelle durée de la crise dans le monde capitaliste tout entier.

Si nous tirons et si nous élaborons la grande masse de chiffres et d'opinions sur la marche de l'économie aux Etats-Unis, nous obtenons le tableau suivant :

Au mois de février est survenue une animation dépassant légèrement l'animation saisonnière ; mais on ne constate aucun indice qui indiquerait déjà le début d'une maîtrise de la crise.

La plupart des instituts pour la recherche de la conjoncture et des rapports de banques des Etats-Unis sont cependant d'avis, sous l'impression de l'amélioration en février, que le point le plus bas de la crise est dépassé.

Si nous examinons les renseignements émanant des différentes branches d'affaires, il est manifeste que dans la section II, dans le domaine des moyens de consommation, il est survenu une certaine amélioration, en partie saisonnière, et que, par contre, dans la section I, le domaine de la production de moyens de production, il n'en est nullement encore de même.

Il semble que c'est avant tout dans les branches de l'industrie textile produisant les marchandises plus fines qu'on constate une amélioration saisonnière.

Dans l'industrie lourde, il est survenu une certaine amélioration saisonnière. La **production d'acier** a atteint :

(en 1 000 tonnes)

	1930	par journée de travail	1931	par journée de travail
Janvier	3 796	141	2 483	92
Février	4 078	170	2 527	105
Mars	4 299	165	3 023	116

Nous voyons par conséquent une élévation relativement forte de la production par journée de travail, mais à un niveau qui est très bas et considérablement au-dessous du niveau de l'année précédente. (En mai 1929 la production par journée de travail était de 195 000 tonnes.)³⁷.

³⁷ *Journal of Commerce* du 7 avril 1931.

Nous résumerons notre opinion de la façon suivante : Dans les mois de février et de mars il se produisit dans quelques branches de production une certaine animation qui, dans certains cas, dépassa celle qui a lieu d'ordinaire dans ces mois. Les opinions de ton optimiste qui s'y rattachent ne doivent pas être prises trop au sérieux, car elles sont destinées en grande partie à ranimer la confiance. Une régression dans les prochains mois n'est nullement exclue, d'autant plus qu'un des éléments principaux de la crise aux Etats-Unis, la crise agricole, aura manifestement au cours de l'année des répercussions dans le sens de nouvelles difficultés au cas où il n'y aurait pas de mauvaise récolte.

Les index généraux de la production qui n'ont paru encore jusqu'à maintenant que pour le mois de février inclusivement confirment cette opinion.

Index de production du « Federal Reserve Board »

(1923-25=100 saison déduite)

1923	Janvier	104
—	Février	107
—	Mars	104
1931	Janvier	82
—	Février	85

Index de la production de l' « Annalist »

	1931		1930		
	Fév.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Production de fer	96,0	53,1	55,0	57,6	59,0
Production de l'acier	99,3	50,0	54,9	58,0	61,1
Wagons chargés	96,3	80,0	79,1	77,7	77,0
Production d'énergie électrique	96,3	85,9	83,8	83,4	84,2
Production de charbon	89,9	85,5	74,3	76,8	79,6
Production d'automobiles	101,4	91,3	62,6	67,6	67,1
Consommation de coton	86,5	71,4	71,7	75,3	80,3
Consommation de Laine	81,0	65,0	66,0	81,9	—
Production de chaussures	95,6	71,2	72,2	—	—
Production de zinc	94,2	63,6	60,5	60,1	59,3
Index combiné	94,2	76,2	74,5	76,1	77,4

L'index hebdomadaire de l' *Annalist* qui a paru jusqu'au 28 mars montre pour le mois de mars une nouvelle mais insignifiante augmentation.

L'évolution des prix

Malgré l'amélioration saisonnière en février et mars, les prix des marchandises marquent à nouveau une tendance à la baisse, preuve que le point le plus bas de la crise n'est pas encore atteint. Le tableau suivant de l'*Annalist* prouve que la baisse des prix se poursuit toujours dans presque toutes les marchandises. Les métaux et produits chimiques concentrés

très fortement dans des syndicats monopolistes font exception et ils ont maintenu la stabilité de leurs prix dans les trois derniers mois.

Index des prix de l' « Annalist » (1913=100)

	Produits de la ferme	Produits alimentaires	Textiles	Combustibles	Métaux	Matériaux de construction	Produits chimiques	Divers	Total
1930									
Janv.	136,7	142,2	139,1	158,3	124,0	150,6	111,0	120,7	139,8
Fév.	133,7	139,0	136,1	154,4	123,4	151,3	110,8	117,8	137,4
Mars	127,6	136,1	131,4	150,7	122,9	150,8	110,3	115,8	134,4
Déc.	108,6	123,9	106,4	142,4	106,3	127,8	105,0	91,8	116,6
1931									
Janv.	107,7	118,9	105,2	140,8	105,8	129,4	101,0	89,1	114,8
Fév.	101,3	115,2	103,1	139,4	105,7	126,3	100,4	88,4	112,2
Mars	99,8	115,4	102,3	131,2	105,7	123,2	101,1	87,8	109,3
31 mars	99,0	114,8	101,6	127,6	105,0	123,3	101,1	85,4	108,1

Particulièrement intéressant est le fait que, bien qu'il n'y ait presque pas eu en janvier 1930 de ciseaux entre les produits de la ferme et l'index général, l'ouverture des ciseaux est, fin mars, de près de 10 %. Ceci prouve l'acuité de la crise agricole au cours de la dernière année.

Index des prix du « Labor Bureau » (1926 = 100)

1930	Février	92,1	1927	Février	95,9
1929	—	96,7	1926	—	102,1
1928	—	96,4	1925	—	104,0

Stocks et commandes

Les Etats-Unis, sont le seul pays où sont publiés périodiquement des renseignements sur les stocks et l'état des commandes. Malheureusement ceux-ci paraissent avec un fort retard. Nous ayons seulement les chiffres pour décembre. Néanmoins, cela vaut la peine de les examiner³⁸ :

³⁸ *Survey of Current Business*. Février 1931, page 16

	1928	1929	1930		
	Déc.	Déc.	Oct.	Nov.	Déc.
	—	—	—	—	—
<i>Stocks en totalité</i>	142	158	157	162	64
<i>Total des produits ouverts industriels</i>	122	119	119	119	121
Produits alimentaires	97	110	99	93	95
Textiles	129	131	97	97	104
Fer et acier	147	135	147	146	146
Métaux colorés	125	165	234	231	228
Bois de construction	113	116	110	114	117
Pierres, tuiles, etc	163	172	150	163	166
Cuir	77	74	82	83	83
Caoutchouc	164	144	118	116	113
Papier	132	73	127	-122	123
Produits chimiques	117	127	125	124	124
<i>Matières premières en totalité</i>	156	186	185	193	195
Produits alimentaires	163	213	497.	200	205
Textiles	173	203	215	238	242
Métaux	97	115	134	140	130
Produits chimiques	117	129	133	129	124

Ces chiffres montrent :

1. Que les stocks étaient au total plus grands qu'il y a un ou deux ans. Il n'est donc pas survenu encore de liquidation des stocks au cours de la crise, (Les stocks fin 1930 étaient plus grands qu'à n'importe quel moment depuis le début de 1923).

2. Les derniers mois de 1930 ont apporté encore une augmentation des stocks, en particulier des matières premières.

3. Les chiffres des différentes branches ne montrent pas que la formation des stocks serait moindre dans les branches industrielles très fortement monopolisées, comme on devrait s'y attendre théoriquement.

L'état des commandes montre le développement suivant :

	1928	1929	1930		
	Déc	Déc.	Oct.	Déc. ¹	Déc.
Total	71	78	64	64	67
Textiles	72	51	36	37	37
Fer et acier	83	87	67	69	76
Moyens de transports.	35	116	84	81	79
Bois de constructions	62	66	72	69	47

[¹ Nov. ?]

Le développement du carnet de commandes ne fournit aucun indice d'un prochain revirement dans les affaires des Etats-Unis.

Les conséquences de la crise pour la bourgeoisie

La crise a fortement diminué les profits de la bourgeoisie des Etats-Unis, mais la diminution s'y produit de façon tout à fait inégale. Les entreprises petites et moyennes disparaissent par milliers. Parmi les grandes entreprises les tout à fait grandes font encore de bons profits, par contre, les un peu plus petites, comme nous l'avons vu dans notre dernier rapport du sujet de l'industrie automobile, travaillent déjà avec un déficit. Celles qui s'en tirent le mieux sont naturellement les monopoles gigantesques, avant tout les « Public Utilities ».

Une statistique de la « Ernst and Ernst C^o » bien connue (*New-York Times* du 8 mai 1931) donne le tableau suivant :

Le profit de 1 432 sociétés par actions dirigeantes (972 industrielles, 171 de chemins de fer, 103 de téléphone, 95 autres « Public utilities » et 91 instituts bancaires) qui avaient jusqu'à maintenant publié leurs bilans pour 1930, ont accusé un profit total de 3 564 millions de dollars contre 4 984 millions de dollars en 1929. Le recul s'élève par conséquent à 28,5 %.

Les sociétés industrielles seules marquent un profit inférieur de 40 % sur 1929. 188 sociétés par actions d'entre elles ont de meilleurs résultats, 784 de plus mauvais qu'en 1929. Les chemins de fer ont une réduction de dividendes de 30,6 %, les compagnies de téléphone de 2 %. Les autres « Publics utilities » (électricité, gaz, tramways, etc.), ont augmenté leur profit de 1,9 %. Les banques et instituts bancaires ont un recul de dividendes de 52,9 %.

Les cas déclarés d'insolvabilité marquent une tendance à la hausse jusqu'à février 1931 exclusivement.

Suspensions de paiements

	Nombre			Montant	
	1929	1930	1931	Millions de dollars	
				1930	1931
III ^e trimestre	5 082	5 904	—	135,9	—
IV ^e trimestre	5 655	6 680	—	195,2	—
Janvier	—	2 759	3 316	—	59,6
Février	—	2 262	2 563	—	94,6

Mais une très grande partie des suspensions de paiements sont liquidées en secret. En outre, il y a des suspensions de paiements effectives mais non avouées par centaines de mille, en particulier parmi les fermiers, les spéculateurs citadins sur les terrains et les constructions, etc. Les banques qui sont les créanciers principaux laissent purement et simplement en suspens les crédits « gelés » dont le montant s'élève à des milliards, car les tentatives pour les récupérer démontreraient la faillite des débiteurs. Ainsi la crise de crédit est dans une grande mesure, maintenue latente dans l'espoir de temps meilleurs.

La crise agricole et la situation des fermiers

Dans le rapport du *Department of Agriculture* du 16 mars 1931, on explique que l'index des prix des produits de la ferme, le 16 février 1931, étaient inférieurs de 41 points (soit 31 % environ) à celui d'il y a un an. L'index est à 90, soit de 2 pour cent inférieur au

point le plus bas depuis 1910, et, depuis qu'existe l'index (92 en 1911). Les prix des marchandises achetées par les fermiers ont par contre reculé de 10 pour cent seulement en un an. L'ouverture des ciseaux s'élève actuellement à 34 pour cent par rapport à l'avant-guerre au détriment des fermiers.

La nouvelle année agricole, si l'on se fie aux chiffres provisoires, a amené une réduction assez forte de la superficie emblavée en blés de printemps. Mais à la place du blé on a cultivé d'autres plantes (surtout du fourrage pour l'élevage du bétail), et la crise et la baisse des prix vont à la prochaine récolte gagner d'autres branches de l'agriculture, avant tout l'élevage qui s'en tirait jusqu'ici relativement bien. Le problème de la liquidation des stocks du *Farm-Board* est difficile à solutionner. Parmi les pays solvables, aucun n'a besoin de blé pour l'instant. Il ne reste ou bien qu'à brûler les réserves ou à accorder à la Chine un emprunt et à transporter le blé en Chine au risque de perdre le montant de l'emprunt par suite de la victoire de la révolution chinoise.

Aggravation de la situation de la classe ouvrière

Dans la partie générale nous avons déjà parlé de l'extension du chômage. Par suite du travail partiel et de la réduction des salaires le revenu de la classe ouvrière a baissé beaucoup plus fortement que le nombre des travailleurs entièrement occupés. L'index du montant total des salaires du *Bureau of Labor* montre le développement suivant :

Index du montant total des salaires du « Bureau of Labor Statistic »

(1926 = 100)

Février 1931	67,0	Février	1930	90,7
Janvier 1931	62,3	—	1929	101,8
Décembre 1930	67,4	—	1928	93,9
Novembre 1930	68,3	—	1927	100,6
Septembre 1930	74,2	—	1925	99,3
Août 1930	73,9	—	1924	103,8
Juillet 1930	75,9	—	1923	99,4

Ces chiffres montrent le recul énorme de la classe ouvrière des Etats-Unis ; dans les quatre ans compris entre février 1927 et février 1931, il est de 33,6 pour cent; dans le dernier semestre il y a régression ininterrompue jusqu'à janvier. On constate en février une amélioration dont on ne peut s'expliquer encore clairement ni le sens ni l'importance.

Le commerce extérieur

La ligne descendante du commerce extérieur a persisté également dans ces derniers mois. Dans les mois de janvier et de février l'exportation des marchandises des Etats-Unis a atteint 476 millions de dollars contre 760 dans les deux premiers mois de 1930. L'importation de marchandises extérieures dans les deux premiers mois a atteint 358 millions de dollars contre 593 millions en 1930.

Le caractère général de la crise qui s'étend maintenant sur le monde entier sans exception et le protectionnisme toujours croissant ne permettent pas au capital des Etats-Unis de caser sur le marché mondial dans de plus grandes proportions les marchandises qui sont en

excédent à l'intérieur. La grande activité persistante de la balance commerciale ainsi que les intérêts provenant des investissements de capital à l'étranger et des dettes interalliées provoquent une activité permanente de la balance des paiements, entraînant un afflux continu d'or aux États-Unis. La situation pourrait être changée par une forte exportation de capital, mais la situation économique et la grande insécurité politique dans tous les pays du monde sont sans aucun attrait.